



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Réception des soumissions - TPSGC / Bid

Receiving - PWGSC

1550, Avenue d'Estimauville

1550, D'Estimauville Avenue

Québec

Québec

G1J 0C7

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

TPSGC/PWGSC

601-1550, Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

Title - Sujet Radoub Des Groseilliers - Été 2016	
Solicitation No. - N° de l'invitation F3017-16D620/A	Date 2016-04-14
Client Reference No. - N° de référence du client F3017-16D620	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$QCL-036-16735
File No. - N° de dossier QCL-5-38324 (036)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-05-31	
Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gagnon, Mathieu	Buyer Id - Id de l'acheteur qcl036
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2883 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: NGCC DES GROSEILLEIRS PÊCHES ET OCÉANS CANADA GARDE CÔTIÈRE 101 BOUL.CHAMPLAIN QUEBEC Québec G1K 7Y7 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée VOIR DOC	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte-rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Conférence des soumissionnaires
- 2.6 Visite du navire
- 2.7 Période des travaux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection
- 4.3 Dépouillement public des soumissions

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Généralité
- 5.2 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Capacité financière (*Non utilisée*)
- 6.3 Locaux (*Non utilisée*)
- 6.4 Stationnement (*Non utilisée*)
- 6.5 Soutien matériel et d'approvisionnement (*Non utilisée*)
- 6.6 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité (*Non utilisée*)
- 6.7 Certification relative au soudage
- 6.8 Convention collective valide (*Non utilisée*)
- 6.9 Calendrier de travail et rapports (*Non utilisée*)
- 6.10 Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada (*Non utilisée*)
- 6.11 ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité (*Non utilisée*)
- 6.12 Protection de l'environnement (*Non utilisée*)
- 6.13 Exigences en matière d'assurances

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Exigences relatives aux assurances
12. Garantie financière (*Non utilisée*)
13. Locaux (*Non utilisée*)
14. Stationnement (*Non utilisée*)
15. Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants
16. Calendrier des travaux et rapports
17. Matériaux isolants - Sans amiante
18. Prêts d'équipement - Maritime (*Non utilisée*)
19. Niveaux de qualification
20. Soutien matériel et d'approvisionnement (*Non utilisée*)
21. ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité (*Non utilisée*)
22. Plan de contrôle de la qualité
23. Certification relative au soudage
24. Protection de l'environnement
25. Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada (*Non utilisée*)
26. Modifications techniques ou travaux supplémentaires
27. Équipement/Systèmes: Inspection/essai (*Non utilisée*)
28. Plan des essais et des inspections
29. Garde du navire (*Non utilisée*)
30. Radoub du navire avec équipage
31. Réunion préalable au réaménagement
32. Réunions
33. Travaux en cours et acceptation
34. Autorisations
35. Déchets dangereux
36. Règlements concernant les emplacements du gouvernement
37. Rebutis et déchets
38. Stabilité (*Non utilisée*)
39. Navire - accès du Canada (*Non utilisée*)
40. Titre de propriété – navire (*Non utilisée*)
41. Contrat de défense
42. Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

Liste des annexes

Annexe A	Devis technique
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences relatives aux assurances
Annexe D	Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité
Annexe E	Garantie
Annexe F	Garde du navire (<i>Non utilisée</i>)
Appendice 1 à l'annexe F	Certificat d'acceptation (<i>Non utilisée</i>)
Annexe G	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (<i>Non utilisée</i>)
Annexe H	Services de gestion de projet (<i>Non utilisée</i>)
Annexe I	Feuilles de présentation de la soumission financière
Appendice 1 à l'annexe I	Feuilles de prix par article
Annexe J	Feuilles de renseignement sur les prix

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions et de contrat subséquent compte sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

- | | |
|-----------------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement et autres annexes.

1.2 Sommaire

- (i) Le besoin est:
 - a) Effectuer les travaux de réparation du navire de la Garde côtière canadienne NGCC Des Groseilliers, durant arrêt printanier, au Quai de la section 106 du port de Québec, à Québec, Qc, conformément aux spécifications techniques qui figurent à l'Annexe A.
 - b) Effectuer tous les travaux imprévus et approuvés qui ne sont pas mentionnés au paragraphe a) ci-dessus.
 - c) Les dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) s'appliquent à ce marché. Ce marché est exclu de l'ALENA [voir chapitre 10, Annexe 1001.2b, alinéa 1 a)] et de l'OMC-AMP (voir l'Annexe 4).

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **sept (7)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Conférence des soumissionnaires - Navire (Facultative)

Une conférence des soumissionnaires présidée par l'autorité contractante aura lieu à bord du navire NGCC Des Groseilliers à 10h00, le 29 avril 2016. Le navire sera amarré au Quai de la Reine, au 101 Boulevard Champlain, Québec, Qc.

Une confirmation de présence est requise avant 11 :00, le 28 avril 2016.

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier participe à la conférence des soumissionnaires afin de passer en revue l'étendue des travaux et de recevoir des éclaircissements et des renseignements supplémentaires. Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante pour confirmer leur présence. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Les soumissionnaires devront fournir à l'autorité contractante le nom des personnes qui assisteront à la conférence au plus tard deux jours avant la conférence. L'autorité contractante aura une feuille de présence qui devra être signée par le représentant du soumissionnaire. Toute précision ou tout changement à la demande de soumission à la suite de la conférence ou de la visite subséquente du navire sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

2.6 Visite des navires (Facultative)

Une visite des navires sera tenue immédiatement après la conférence des soumissionnaires.

2.7 Période des travaux proposés

Les travaux commenceront et se termineront comme suit :

Début des travaux :	27 juin 2016 ou selon la disponibilité du navire. (À la date la plus hâtive)
Fin des travaux :	21 juillet 2016 ou au maximum 3,5 semaines suite à la mise en disponibilité du navire.

Le soumissionnaire reconnaît, en présentant sa réponse à la demande de soumissions, que le calendrier susmentionné constitue une période adéquate pour effectuer les travaux nécessaires et absorber une quantité raisonnable de travaux non prévus et, en outre, qu'il dispose de suffisamment de matériel et de ressources humaines pour effectuer les travaux ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux non prévus, pendant la période des travaux.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

3.1.1 Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission de gestion (1 exemplaire papier)
- Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier)
- Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement (Annexe I) et l'Appendice 1 de l'Annexe I. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>) . Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: Soumission de gestion

La soumission de gestion devrait être concise et devrait inclure toutes les attestations et les autres documents exigés dans les parties 4 et 6.

Section II: Soumission financière

Le soumissionnaire doit présenter sa soumission financière en conformité avec l'annexe I, Fiche de présentation de la soumission financière et la Fiche de renseignements concernant l'établissement des prix à l'appendice 1 de l'annexe I. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

3.1.2 Clauses du guide des CCUA

C0417T (2008-05-12) Travaux imprévus et prix d'évaluation

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Soumission financière

Le soumissionnaire doit présenter sa soumission financière en conformité avec l'annexe I, Feuille de présentation de la soumission financière. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

4.1.2 Exigences obligatoires

Les réponses à cet appel d'offres seront examinées pour déterminer si elles respectent la liste de contrôle des livrables obligatoires détaillés aux parties 2, 4, 5 et 6. Les soumissionnaires doivent traiter suffisamment en détail chaque exigence afin de permettre une analyse complète de la part de l'équipe d'évaluation. Seules les soumissions qui respectent toutes les exigences obligatoires seront jugées recevables.

4.1.3 Liste des exigences obligatoires à rencontrer à la fermeture des soumissions

Nonobstant les exigences touchant les livrables mentionnés ailleurs dans cette demande de soumission et dans ses spécifications techniques connexes, voici les seuls livrables obligatoires qui doivent être présentés avec les documents de la soumission au moment de la fermeture des soumissions. Les éléments suivants sont obligatoires et le soumissionnaire doit présenter chacun d'eux pour que sa soumission soit jugée recevable.

Élément	Description	Remplie et joint
1	Annexe I Feuille de présentation de la soumission financière dûment remplie, et;	
2	Appendice 1 à l'annexe I - Feuille de prix par article	
3	Lettre ou preuve d'assurance, selon la clause 6.13 de la partie 6	

4.1.4 Autres exigences sur demande seulement

Les renseignements suivants qui viennent en appui à la soumission peuvent être demandés par l'autorité contractante au soumissionnaire et doivent être fournies dans les **deux (2) jours** ouvrables après une demande écrite à cet effet:

Élément	Description	Remplie et joint
1	Preuve d'attestation de soudure, selon la clause 6.7 de la partie 6;	Avant l'octroi du contrat
2	Annexe J – Feuille de renseignement sur les prix;	Avant l'octroi du contrat
3	Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants, selon la clause 7.15 de la partie 7	Avant l'octroi du contrat

4.1.5 Produits livrables après l'attribution du contrat

Élément	Description	Doit être fourni après l'attribution du Contrat, dans les
1	Exigences en matière d'assurance, selon la clause 7.11, partie 7	5 jours civils
2	Calendrier des travaux et rapports selon la clause 7.16, partie 7	5 jours civils
3	Plan des essais et des inspections selon la clause 7.28, partie 7	5 jours civils

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

4.3 Dépouillement public des soumissions

Une ouverture publique aura lieu à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 601-1550, avenue D'Estimauville, Québec, Qc. à 14h00 HAE à la date indiquée sur la première page.

Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut obtenir les résultats de l'appel d'offres en téléphonant au numéro de téléphone (418) 649-2888.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Disposition relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de Contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de [Ressources humaines et Développement des compétences Canada \(RHDC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité *(Non utilisée)*

6.2 Exigences financières *(Non utilisée)*

6.3 Locaux *(Non utilisée)*

6.4 Stationnement *(Non utilisée)*

6.5 Soutien matériel et d'approvisionnement *(Non utilisée)*

6.6 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité *(Non utilisée)*

6.7 Certification relative au soudage

Le soudage doit être effectué par une compagnie approuvée par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :

- a) CSA W47.1, Certification des compagnies de soudage par fusion des structures d'acier, section 2; et,

À la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire devrait montrer que son personnel possède les titres de qualification nécessaires en matière de soudage, conformément aux normes de soudage.

En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications connexes.

6.8 Convention collective valide *(Non utilisée)*

6.9 Calendrier de travail et rapports *(Non utilisée)*

6.10 Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada *(Non utilisée)*

6.11 ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité *(Non utilisée)*

6.12 Protection de l'environnement *(Non utilisée)*

6.13 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe "C".

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Besoin

L'entrepreneur doit:

- a) Effectuer les travaux concernant le navire de la Garde côtière canadienne NGCC Des Groseilliers, durant l'arrêt estival, au Quai de la section 106 du Port de Québec, Québec, Qc, conformément aux spécifications techniques qui figurent à l'Annexe A.
- b) Effectuer tous les travaux imprévus et approuvés qui ne sont pas mentionnés au paragraphe a) Ci-dessus.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

2.1 Conditions générales

2030 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante (*à l'exception de la section 26 "Responsabilité" qui est annulée dans sa totalité et remplacée par la clause 42., ici-bas*).

La section 22 des 2030 est modifiée dans l'Annexe «E» Garantie

2.2 Conditions générales supplémentaires

1029 (2010-08-16), Réparation des navires, excluant les articles 7 & 9, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date d'octroi du contrat jusqu'à la fin de la période de garantie inclusivement.

4.2 Période des travaux

Les travaux commenceront et se termineront comme suit :

Début des travaux : 27 juin 2016 ou selon la disponibilité du navire. (À la date la plus hâtive)
Fin des travaux : 21 juillet 2016 ou au maximum 3,5 semaines suite à la mise en disponibilité du navire.

L'entrepreneur reconnaît que le calendrier susmentionné constitue une période adéquate pour effectuer les travaux nécessaires et absorber une quantité raisonnable de travaux non prévus et, en outre, qu'il dispose de suffisamment de matériel et de ressources humaines pour effectuer les travaux ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux non prévus, pendant la période des travaux.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Mathieu Gagnon
Chef aux approvisionnements Marine / Marine Supply Chief
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada / Public Works and Government Services Canada
Région du Québec/Québec area
Division marine /marine division
1550, avenue D'Estimauville, Québec, (Québec) G1J 0C4,
Quebec, Canada
mathieu.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone/phone : (418) 649-2883
Télécopieur/Fax: (418) 648-2209

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Autorité technique

L'autorité technique pour ce contrat est:

Sera déterminé à l'adjudication
Téléphone: ____ ____ ____
Télécopieur : ____ ____ ____
Courriel : _____

L'autorité technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Le responsable technique pour ce contrat est:

Sera déterminé à l'adjudication

Téléphone: ____

Télécopieur : ____

Courriel : ____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Responsable de l'inspection

L'autorité pour l'assurance de la qualité pour le contrat est :

Même que ci-haut en 5.2

Le responsable de l'inspection est le ministère des Pêches et des Océans - Garde côtière canadienne qui est, aux fins de la présente demande, l'inspecteur responsable de l'inspection des travaux et de l'acceptation de l'ouvrage fini aux termes de la présente demande. Le responsable de l'inspection sera représenté sur place par un inspecteur présent sur les lieux et désigné et pour tout autre inspecteur du gouvernement du Canada désigné de temps à autre pour soutenir l'inspecteur présent sur les lieux.

6. Paiement

6.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé le prix ferme indiqué à l'annexe B. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Le paiement pour les travaux imprévus sera effectué conformément à la Base de paiement décrite à l'annexe B.

6.2 Modalités de paiement - Paiements progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si:
 - a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
 - c) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - d) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.

2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

6.3 Clauses du guide des CCUA

Guide des CCUA	C6000C (2011-05-16)	Limite de prix
Guide des CCUA	H4500C (2010-01-11)	Droit de rétention - article 427 de la Loi sur les banques

7. Instructions relatives à la facturation

7.1 Présentation des factures

L'entrepreneur doit présenter des factures qui contiennent les renseignements exigés aux Conditions générales 2030 (2016-04-04) article 13.

7.2 Factures

7.2.1 Transmission des factures

Les factures doivent être faites pour le compte de:
DFOinvoicing-MPOfacturation@dfo-mpo.gc.ca

Adresse postale :

Pêches et Océans Canada
PO Box 1901, STN A
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5G4

Une copy électronique doit être transmis pour vérification à:
mathieu.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

7.3 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 10% du prix total contrat, selon la dernière modification (taxes applicables exclues) sera appliquée à la demande de paiement finale. Cette retenue sera payable par le Canada à l'expiration de la période de garantie de 90 jours qui s'applique aux travaux. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue de 10%, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci auront été réclamées et sont payable sous les demandes de paiement précédentes.

8. Attestations

8.1 Généralités

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1029 (2010-08-16) Réparation des navires;
- c) les conditions générales - 2030 (2016-04-04) besoins plus complexe de biens;
- d) l'Annexe A, Devis technique;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- g) l'Annexe E, Garantie;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

11. Exigences relatives aux assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C, et il doit maintenir la protection requise en vigueur pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégagera pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit transmettre à l'autorité contractante, dans les cinq (5) jours civils suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance qui décrit en détail la protection, les exclusions, les franchises et les conditions applicables et confirme que la police d'assurance se conformant aux exigences est en vigueur. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

12. Garantie financière *(Non utilisée)*

13. Locaux *(Non utilisée)*

14. Stationnement *(Non utilisée)*

15. Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants

L'autorité contractante doit être avisée, par écrit, de tout changement apporté à la liste des sous-traitants, avant qu'ils commencent à travailler.

Lorsqu'un entrepreneur sous-traite certains travaux, un exemplaire du bon de commande de sous-traitance doit être remis à l'autorité contractante. En outre, l'entrepreneur doit surveiller les progrès de la sous-traitance et informer le responsable de l'inspection des étapes pertinentes des travaux afin d'en permettre l'inspection lorsque ce dernier le juge nécessaire.

16. Calendrier des travaux et rapports

L'entrepreneur doit fournir, dans les **cinq (5) jours civils** suivant l'attribution du contrat, un calendrier des travaux provisoire révisé et rajusté avant le début des travaux, s'il y a lieu.

L'entrepreneur doit fournir un calendrier détaillé des travaux précisant les dates de début et d'achèvement des travaux au cours de la période des travaux, y compris des dates cibles réalistes pour les jalons importants. Pendant la période des travaux, le calendrier sera réévalué sur une base continue par le responsable de l'inspection et par l'entrepreneur, mis à jour au besoin et disponible dans le bureau de l'entrepreneur aux fins d'examen par les autorités du Canada pour déterminer l'avancement des travaux.

Le calendrier des travaux doit être révisé et resoumis avant chaque réunion d'avancement des travaux. L'échéancier révisé doit indiquer les répercussions des travaux connus et des travaux imprévus. Les changements dans les dates d'achèvement des travaux planifiées causées par des travaux imprévus ne seront pas acceptés sauf si négociés en conformité avec la clause Procédure pour modifications techniques ou travaux supplémentaires, article 26.

17. Matériaux isolants - Sans amiante

Tous les matériaux utilisés pour isoler une surface à l'intérieur du navire devront respecter les normes maritimes de Transports Canada pour les travaux maritimes commerciaux et, pour tous les travaux, être exempts d'amiante sous quelque forme que ce soit. L'entrepreneur devra veiller à ce que toutes les machines et l'équipement situés dessous ou adjacents à des surfaces devant être ré-isolées soient adéquatement couvertes et protégées avant d'enlever l'isolation existante.

18. Prêts d'équipement – Maritime *(Non utilisée)*

19. Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable de l'inspection peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

20. Soutien matériel et d'approvisionnement *(Non utilisée)*

21. ISO 9001-2008 - Systèmes de management de la qualité *(Non utilisée)*

22. Plan de contrôle de la qualité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et suivre le plan qualité - contrat qui a été préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) d'ISO10005 Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité, lequel a été approuvé par le responsable de l'inspection et le responsable technique. Le plan qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et spécifier comment les activités reliées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiés aux paragraphes du plan qualité où l'élément a été traité.

Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande du responsable de l'inspection.

L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan pendant la durée du contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le responsable de l'inspection et le responsable technique doivent être en accord avec les modifications apportées au plan qualité.

Veillez consulter l'annexe D pour de plus amples détails sur les exigences visant le plan qualité.

23. Certification relative au soudage

Le soudage ne doit être effectué que par une compagnie approuvée par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA):

- a) CSA W47.1, Certification des compagnies de soudage par fusion des structures d'acier, section 2.

En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications connexes.

Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagné d'un exemplaire de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BSC.

24. Protection de l'environnement

L'entrepreneur et ses sous-traitants qui effectuent des travaux sur un navire du Canada doivent respecter les normes de l'industrie, les règlements et les lois environnementales qui s'appliquent aux niveaux municipal, provincial et fédéral.

L'entrepreneur doit avoir des procédures détaillées pour répertorier, enlever, entreposer, transporter et éliminer tous les polluants possibles et les matières dangereuses afin de respecter les exigences susmentionnées.

Tous les certificats d'élimination des déchets doivent être remis au responsable de l'inspection et des exemplaires doivent être envoyés à l'autorité contractante. De plus, l'entrepreneur doit remettre sur demande de l'autorité contractante des preuves supplémentaires du respect des lois et des règlements environnementaux municipaux, provinciaux et fédéraux.

L'entrepreneur doit disposer de procédures ou de plans d'intervention en cas d'éco-urgences. Les employés de l'entrepreneur et des sous-traitants doivent avoir reçu une formation appropriée en préparation aux situations d'urgence et organisation des secours. Le personnel de l'entrepreneur qui mène des activités susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit posséder les compétences nécessaires en raison de leurs études, de leur formation ou de leur expérience.

25. Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada *(Non utilisée)*

26. Modifications techniques ou travaux supplémentaires

Clause de guide des CCUA B5007C (2010-01-11) Modifications techniques ou travaux supplémentaires

26.1 Ventilation de prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

26.2. Prix établis au prorata :

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

27. Équipement/Systèmes : *(Non utilisée)*

28. Plan des essais et des inspections

L'entrepreneur doit, à l'appui de son plan qualité, mettre en œuvre un plan des essais et des inspections approuvé.

L'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires pour l'État, toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques, les pièces d'essai et les échantillons pouvant raisonnablement être demandés par le responsable de l'inspection pour vérifier s'ils sont conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données et pièces d'essai de même que ces échantillons à l'endroit indiqué par l'inspecteur.

Veillez consulter l'annexe D pour connaître les détails visant le plan des essais et des inspections.

29. Garde du navire *(Non utilisée)*

30. Radoub du navire avec équipage

Clause du guide des CCUA A0032C (2011-05-16) Radoub du navire avec équipage

31. Réunion préalable au réaménagement

Une réunion préalable aux travaux sera organisée et présidée par l'autorité contractante au lieu des travaux, avant le début de la période des travaux.

32. Réunions

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le chargé de projet, le directeur de la production (superviseur) et le directeur de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement incorporeront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

33. Travaux non complétés et acceptation

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux en cours à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le navire. Une réunion d'achèvement du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour passer en revue et signer le document d'acceptation. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

Le document d'acceptation PWGSC-TPSGC 1205 doit être rempli en trois exemplaires et distribué de la façon suivante :

- a) l'original à l'autorité contractante de TPSGC
- b) une copie au responsable technique;
- c) une copie à l'entrepreneur.

34. Autorisations

L'entrepreneur doit obtenir et garder à jour tous les permis, licences ou certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. Tous les frais imposés en vertu de ces lois et règlements seront à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur fournira sur demande au gouvernement du Canada une copie des permis, licence ou certificat susmentionné.

35. Déchets dangereux - navires

Clause du guide des CCUA A0290C (2008-05-12) Déchets dangereux - navires

36. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Clause du guide des CCUA A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

37. Rebutis et déchets

Clause du guide des CCUA A9055C (2010-08-16) Rebutis et déchets

38. Stabilité (Non utilisée)

39. Navire - accès du Canada (Non utilisée)

40. Titre de propriété - navire (Non utilisée)

41. Contrat de défense

Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

42. Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre clause du marché et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants et leurs employés.
2. Si la réclamation est fondée sur un contrat, un délit ou toute autre cause d'action, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages causés au Canada par l'exécution ou l'inexécution du contrat est limitée à 10 000 000 \$ par incident ou occurrence, jusqu'à concurrence d'un montant annuel cumulatif de 20 000 000 \$, pour les pertes ou dommages causés au cours d'une année donnée d'exécution du contrat, chaque année commençant à la date d'entrée en vigueur du contrat ou à sa date d'anniversaire. Cette limite de la responsabilité de l'entrepreneur ne s'applique pas aux cas suivants :
 - a) toute violation des droits de propriété intellectuelle;
 - b) tout manquement aux obligations de garantie;
 - c) toute responsabilité du Canada envers un tiers découlant d'un acte ou d'une omission de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - d) toute perte pour laquelle les polices d'assurance précisées dans le contrat ou toute autre politique d'assurance détenue par l'entrepreneur fournissent une couverture d'assurance.
3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que le tiers fasse la réclamation envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.
4. Les parties conviennent que rien dans la présente ne vise à limiter les intérêts assurables de l'entrepreneur ni à limiter les montants pouvant par ailleurs être recouvrés au titre d'une police d'assurance. Les parties conviennent que si la couverture d'assurance nécessaire que l'entrepreneur doit contracter dans le cadre du présent contrat ou toute couverture d'assurance supplémentaire contractée par l'entrepreneur,

-
- selon la plus élevée, est supérieure à la limite de la responsabilité décrite à l'alinéa 2), les limites prévues dans la présente sont augmentées en conséquence, et l'entrepreneur sera responsable du montant le plus élevé si le produit de l'assurance est récupéré.
5. Si, à un moment ou à un autre, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur pour toutes les pertes ou dommages subis par le Canada en raison de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, à l'exception des responsabilités décrites aux alinéas 2 a), b), c) et d), dépasse 40 millions de dollars, chaque partie peut résilier le contrat en donnant un avis écrit à l'autre partie, et aucune des parties n'intentera une réclamation contre l'autre pour des dommages, des coûts, des profits escomptés ou toute autre perte découlant de la résiliation. Toutefois, une telle résiliation ou expiration du contrat ne pourra réduire ou résilier les responsabilités accumulées à la date d'entrée en vigueur de la résiliation, mais ces responsabilités sont sujettes aux limites précisées aux alinéas 1) à 4) ci-dessus.
 6. Conformément au présent article, la date de résiliation sera la date indiquée par le Canada dans son avis de résiliation, ou si c'est l'entrepreneur qui exerce le droit de résiliation, dans l'avis que le Canada fera parvenir à l'entrepreneur en réponse à cet avis. La date de résiliation devra être déterminée à la discrétion du Canada, jusqu'à un maximum de 12 mois après l'avis original de résiliation donné par l'une ou l'autre des parties, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.
 7. Advenant une résiliation en vertu du présent article, le contrat demeurera automatiquement en vigueur, selon les mêmes modalités d'application, jusqu'à la date de résiliation, et l'entrepreneur convient qu'il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues dans les modalités de paiement (annexe B). Par ailleurs, la responsabilité de l'entrepreneur demeure la même que celle précisée aux paragraphes (1) à (4) ci-dessus.
 8. Les autres recours du Canada ne seront nullement limités, y compris le droit du Canada de résilier le contrat pour manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations en vertu du présent contrat, à moins que l'entrepreneur ait atteint la limite de sa responsabilité.

Solicitation No – N° de l'invitation
F3017-16D620/A
Client Ref No. – N° de réf. du client
F3017-16D620

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
QCL-5-38324

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE A

BESOIN - DEVIS TECHNIQUE

Voir Annexe électronique.

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Ne pas remplir cette section. Cette section sera remplie à l'adjudication du contrat. Vous référer à l'Annexe "I" "Feuille de présentation de la soumission financière"

B1 Prix ferme du contrat

A)	Travaux prévus Pour les travaux prévus à la clause 1a) du contrat, précisés à l'annexe A et détaillés à l'appendice 1 de l'annexe I – Feuille de prix par article ainsi qu'à l'annexe J – Feuilles de renseignements sur les prix, pour un PRIX FERME de :	_____ \$
B)	Taxes applicables de _____ % :	_____ \$
C)	Total prix ferme :	_____ \$

B2 Travaux imprévus

Paieement pour les travaux imprévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à 5 p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

B2.1 : Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des *heures de travail* pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des *frais de main-d'œuvre connexes* identifiés au point B2.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront inclus dans le prix des frais de main d'œuvre en conformité avec le paragraphe B2.2..

B2.2 : Une Indemnité pour les *frais de main-d'œuvre connexes* comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et l'établissement de prévisions, sera incluse comme *frais généraux* pour établir le *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre* inscrits à la ligne B2.

B2.3 : Le taux de majoration de 10% pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

B3 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiements doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et de rapports faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

- a. Pour les travaux prévus, l'entrepreneur se verra verser le prix du contrat original, plus les heures supplémentaires autorisées au tarif suivant;
- b. Pour les travaux imprévus, l'entrepreneur se verra payé pour les heures supplémentaires convenues au *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre*, plus les primes suivantes :

Taux et demi : _____ \$ l'heure; ou

Taux double : _____ \$ l'heure

Les primes précisées ci-dessus seront calculées comme suit:

Prime pour taux et demi :

½ (la partie du tarif d'imputation ferme pour la main-d'œuvre relatif aux travaux imprévus, indiqué à la clause B2, qui est directement liée au coût salarial plus les avantages sociaux) multiplié par 7,5 % (représentant les bénéfices)

Prime pour taux double :

La partie du tarif d'imputation ferme pour la main-d'œuvre relatif aux travaux imprévus, indiqué à la clause B2, qui est directement liée au coût salarial plus les avantages sociaux) multiplié par 7,5 % (représentant les bénéfices).

Les primes demeureront fermes pour la durée du contrat, y compris toutes les modifications et sont sujettes à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

B4 Frais de service quotidiens

Non utilisée

B5 Le coût de tous les services est inclut dans le prix du contrat

Toutes les charges, coûts et débours consécutifs à l'exécution des travaux, sont inclus dans le prix d'évaluation (et dans le prix du contrat), incluant sans s'y limiter:

1. **Services** : Non utilisée
2. **Carénage et désarrimage** : Non utilisée
3. **Inspecteurs de maintenance/Services de supervision** : comprend tous les coûts pour les services d'inspecteurs de maintenance ou des services de supervision incluant les services de représentants des fabricants, les ingénieurs, etc.

-
4. **Enlèvements** : comprend tous les coûts pour les enlèvements nécessaires pour exécuter les travaux, et pour lesquels le soumissionnaire retenu sera responsable, qu'ils soient ou non indiqués dans les spécifications, sauf les enlèvements non évidents lorsqu'on examine le navire ou les dessins. Le soumissionnaire retenu devra aussi assurer l'entreposage sûr des éléments enlevés, et leur réinstallation à la fin des travaux. Il devra assumer le renouvellement des éléments endommagés pendant l'enlèvement.
5. **Mise à l'abri, installation des échafaudages, manutention par grue et transport** : comprend le coût de toutes les activités de mise à l'abri, d'installation d'échafaudage, y compris les rampes, de manutention par grue et transport, en vue d'exécuter les travaux indiqués.

L'entrepreneur sera responsable du coût de toutes les modifications d'installations nécessaires pour se conformer aux règlements applicables de sécurité.

ANNEXE C

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

C.1 Assurance responsabilité des réparateurs de navires

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident
2. La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada - Garde côtière canadienne et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.
 - c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

C.2 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

-
- c) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - f) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - g) Responsabilité de l'employeur: Pour protéger l'entrepreneur de responsabilités provenant dans la gestion et l'administration de droits statutaire ou contractuels de ses employés.
 - h) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - i) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - j) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - k) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

ANNEXE D

INSPECTION/ASSURANCE DE LA QUALITÉ/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

D.1 Plan des essais et des inspections

1. L'entrepreneur devra préparer un plan des essais et des inspections comprenant des plans individuels d'essais et d'inspection pour chaque spécification de ce projet, selon la norme de qualité et le plan de contrôle de la qualité. Le plan des essais et des inspections doit être remis au responsable de l'inspection aux fins d'examen et modifié par l'entrepreneur à la satisfaction du responsable de l'inspection.
 - a. Chaque plan individuel doit préciser tous les points d'inspection précisés dans la spécification technique en soulignant les points obligatoires qui doivent être vérifiés par le responsable de l'inspection et les autres points « d'arrêt » imposés par l'entrepreneur pour garantir la qualité des travaux.
 - b. Le contrat précise la date de livraison des principales étapes du plan des essais et des inspections. Toutefois, les plans individuels doivent être acheminés aux fins d'examen dès qu'ils sont prêts
2. Codage :
 - a. Chaque plan des essais et des inspections doit être codé aux fins d'identification pour démontrer clairement l'utilisation d'une approche systématique similaire à l'approche suivante (le système de l'entrepreneur doit être établi dans son plan de contrôle de la qualité) :
 - i. Préfixes pour les inspections et les essais :

Le préfixe « 1 » représente une inspection de l'entrepreneur; par exemple 1H-10-01, 1H-10-02;

le préfixe « 2 » représente un essai après réparation de l'entrepreneur; par exemple 2H-10-01; et

le préfixe « 3 » représente un essai après réparation de l'entrepreneur; par exemple 3H-10-01.
 - b. Codes de réparation des spécifications suivis par des numéros de séquence pour les processus d'inspection à l'intérieur de chaque code de réparation de la spécification;
 - c. Renvoi au numéro d'un document de vérification.
3. Critères visant le plan des essais et des inspections :

Les critères d'inspection, les procédures et les exigences sont stipulés dans les spécifications, les dessins, les ordres techniques et les normes de référence stipulées dans les spécifications. Les documents d'essais pourront également être inclus ou cités dans les spécifications. Un plan individuel des essais et des inspections est requis pour chaque élément des spécifications.

 - a. Tous les plans des essais et des inspections doivent être préparés par l'entrepreneur conformément aux critères susmentionnés, son plan de contrôle de la qualité et doivent fournir les renseignements de référence suivants :
 - i. le nom du navire;
 - ii. le numéro de l'élément de la spécification;

-
- iii. la description de l'équipement ou du système et un énoncé définissant le paramètre qui doit faire l'objet d'une inspection;
 - iv. une liste des documents pertinents cités ou précisés dans la procédure d'inspection;
 - v. les exigences en matière d'essai ou d'inspection précisées dans la spécification technique;
 - vi. les outils et l'équipement nécessaires pour effectuer l'inspection;
 - vii. les conditions environnementales dans lesquelles les inspections doivent être effectuées et les tolérances au chapitre des conditions d'inspection;
 - viii. une procédure détaillée de la façon dont chaque inspection doit être effectuée, les paramètres de conformité, les critères d'acceptation ou de rejet et l'inscription des résultats, des lacunes et des mesures correctrices requises;
 - ix. le nom et la signature de la personne qui a préparé le plan, la date de préparation et le niveau de modification;
 - x. le nom et la signature des personnes qui ont effectué l'inspection ou l'essai ou qui en ont été témoins.

4. Essais imposés par l'entrepreneur :

Les essais qui viennent s'ajouter à ceux que l'on retrouve dans la spécification technique doivent être approuvés par le responsable de l'inspection.

- a. Modifications : Les modifications visant les plans des essais et des inspections doivent être continues tout au long du réaménagement et refléter les exigences en matière d'inspection pour les travaux imprévus. Les modifications doivent être présentées au fur et à mesure, mais au moins à toutes les deux semaines.

D.2 Inspections

1. Les inspections doivent être effectuées conformément au plan des essais et des inspections présentés à l'autorité d'inspection.
2. L'entrepreneur doit fournir ses propres employés ou sous-traitants pour effectuer les inspections et les essais; mis à part le responsable technique ou le responsable de l'inspection qui peuvent être désignés dans les spécifications. Dans ce cas, l'entrepreneur doit s'assurer que ses propres employés soient présents pour appuyer les inspections ou les essais.
3. L'entrepreneur doit veiller à ce que les conditions énoncées dans le plan des essais et des inspections prévalent au début de chaque essai ou inspection et pendant toute leur durée.
4. L'entrepreneur doit veiller à ce que les employés nécessaires pour faire fonctionner l'équipement et pour prendre des notes pendant les essais et les inspections soient dûment informés et disponibles au début des essais et des inspections et pendant toute leur durée. Les gens de métier ou les inspecteurs de maintenance qui doivent apporter des ajustements ou des changements mineurs doivent être disponibles à court préavis.
5. L'entrepreneur doit coordonner les activités de tous les employés qui participent à chaque essai ou inspection et veiller à ce qu'ils se déroulent de façon sécuritaire.

D.3 Rapports et dossiers d'inspection

1. L'entrepreneur doit inscrire les résultats de chaque inspection dans le registre d'inspection ou sur les feuilles d'essai, le cas échéant. L'entrepreneur doit conserver des dossiers des inspections effectuées, conformément à la norme de qualité ou à son plan de contrôle de la qualité pour le projet.

2. Le représentant de l'entrepreneur au chapitre du contrôle de la qualité (et l'inspecteur de la maintenance, au besoin) doit apposer sa signature comme témoin des inspections ou des essais dans le registre des inspections. L'entrepreneur doit acheminer les originaux des dossiers d'inspection, ainsi que les feuilles d'essai dûment remplies au responsable de l'inspection, dans le dossier du certificat d'acceptation provisoire.

3. Les résultats des essais ou des inspections jugés insatisfaisants, pour lesquels des mesures correctrices ne peuvent pas être apportées dans le cadre normal de l'essai ou de l'inspection exigeront de l'entrepreneur qu'il en établisse la cause, à la satisfaction du responsable de l'inspection. Les représentants du Canada pourront participer à cette identification, au besoin.

4. L'entrepreneur doit présenter au responsable des inspections, par écrit, les mesures correctrices visant à supprimer la cause des inspections insatisfaisantes, aux fins d'approbation avant d'effectuer les réparations nécessaires et de reprendre les essais ou les inspections jugés insatisfaisants. Ces avis doivent être incorporés au registre final remis au responsable des inspections.

5. L'entrepreneur doit corriger les lacunes liées à ses installations ou aux réparations et ce, dès que possible. Il doit organiser ces réparations à ses propres risques.

6. L'entrepreneur doit reprendre les inspections jugées insatisfaisantes lorsque les réparations nécessaires ont été effectuées.

7. Les documents d'essais, d'inspection et de contrôle de la qualité qui prouvent le respect des exigences établies, y compris les dossiers de mesures correctrices, doivent être conservés par l'entrepreneur pendant une période de trois (3) ans à compter de la date d'achèvement du contrat et devront être remis au responsable de l'inspection, sur demande.

D.4 Processus d'essai et d'inspection

1. Dessins et bons de commande

a. Après avoir reçu deux (2) exemplaires de chaque dessin ou bon de commande, le responsable des inspections désigné en examine le contenu par rapport aux dispositions des spécifications. Lorsqu'il relève des divergences, le responsable de l'inspection prévient officiellement tous les intéressés par écrit, au moyen d'un avis de divergence. L'entrepreneur et les autres responsables de l'État doivent se consulter au sujet des divergences ainsi relevées.

Le responsable des inspections n'est PAS responsable de la correction des divergences.

2. Inspection

a. Sur réception et acceptation du plan des essais et des inspections de l'entrepreneur, l'inspection comportera un certain nombre de points, complétés par les autres inspections, essais, démonstrations et tests que le responsable de l'inspection désigné peut juger nécessaires pour pouvoir attester que les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions de la spécification. L'entrepreneur doit faire connaître au responsable des inspections désigné la date à laquelle l'ouvrage pourra être inspecté, en lui donnant un préavis suffisant pour qu'il puisse prendre des mesures pour effectuer l'inspection voulue.

- b. Le responsable des inspections examine les matériaux, l'équipement et les travaux pour l'ensemble du projet par rapport aux dispositions de la spécification technique; lorsqu'il relève des cas de non-conformité, il établit les **RAPPORTS D'INSPECTION – DÉFECTUOSITÉS** pertinents.
- c. Lorsqu'un contrat oblige à appliquer un système d'assurance et de contrôle de la qualité, le responsable des inspections doit exiger que l'entrepreneur lui fournisse un exemplaire de son rapport d'inspection interne se rapportant à l'ouvrage visé avant de procéder à l'inspection demandée. S'il faut demander à des tiers de faire des inspections conformément au contrat (par exemple, en faisant appel à un inspecteur de soudage agréé selon la norme BCS 178.2), les rapports doivent être déposés avant que le responsable de l'inspection examine les travaux.
- d. Il faut mettre sur pied un système d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ). Par conséquent, lorsqu'on présente au responsable des inspections, avant l'inspection, les documents confirmant que les travaux sont satisfaisants, mais que le responsable des inspections constate que ces travaux n'ont pas été examinés de manière satisfaisante, le responsable de l'inspection doit établir un Rapport d'inspection – défauts par rapport aux travaux et un autre rapport en ce qui concerne les lacunes du système d'AQ/CQ de l'entrepreneur.
- e. Avant d'examiner des travaux, le responsable des inspections doit passer en revue les exigences relatives à ces travaux et les normes d'acceptation et/ou de rejet à appliquer. Lorsqu'il faut appliquer plusieurs normes ou exigences qui pourraient se contredire, le responsable des inspections doit consulter l'ordre de priorité des documents dans le contrat afin de connaître les normes ou exigences à appliquer d'abord.

3. Rapport d'inspection – défauts

- a. Il faut établir un Rapport d'inspection – défauts pour chaque cas de non-conformité relevé par l'inspecteur. Chaque rapport doit porter un numéro de référence unique, être signé et daté par le responsable des inspections et décrire le cas de non-conformité.
- b. Lorsque l'entrepreneur a corrigé le problème de non-conformité et que l'ouvrage a été inspecté de nouveau et accepté par le responsable des inspections, ce dernier complète le rapport en y ajoutant une mention pertinente, qu'il doit signer et dater.
- c. À la fin du projet, le contenu de tous les Rapports d'inspection – défauts qui n'ont pas été approuvés par le responsable des inspections est transcrit dans les documents d'acceptation avant que le responsable des inspections atteste ces documents.

4. Essais, tests et démonstrations

- a. Pour permettre au responsable des inspections d'attester que les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante, conformément au contrat et aux spécifications, l'entrepreneur doit programmer, coordonner, exécuter et enregistrer l'ensemble des essais, des tests et des démonstrations précisés et exigés par le responsable des inspections.
- b. Lorsque la spécification fait état d'une exigence précise pour ce qui est de l'exécution d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit les soumettre à des essais à la satisfaction du responsable des inspections, pour démontrer qu'ils produisent le rendement spécifié et qu'ils fonctionnent conformément aux spécifications.
- c. Les essais, tests et démonstrations doivent se dérouler conformément à un calendrier logique et systématique, qui doit permettre de s'assurer qu'on met à l'épreuve tous les composants et biens d'équipement connexes avant la démonstration ou la mise à l'essai des sous-systèmes et que ces sous-systèmes sont mis à l'épreuve avant la démonstration ou la mise à l'essai des systèmes.

-
- d. Lorsque les spécifications ne comprennent pas d'exigences propres au rendement d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit faire la démonstration du rendement de ce composant, de ce bien d'équipement, de ce système ou de ce sous-système à la satisfaction du responsable des inspections.
 - e. L'entrepreneur doit soumettre son Plan des essais et inspections tel qu'indiqué en D.1 ci-haut.
 - f. L'entrepreneur doit coordonner chacun des essais, tests et démonstrations avec toutes les parties intéressées, dont le responsable des inspections, l'autorité contractante, le responsable technique, les administrations réglementaires, la société de classification et les sous-traitants, entre autres. Il doit donner au responsable des inspections et aux autres représentants de l'État un préavis d'au moins **cinq jours ouvrables** pour la tenue de chaque essai, test ou démonstration programmé.
 - g. L'entrepreneur doit conserver des relevés écrits sur l'ensemble des tests, des essais et des démonstrations effectués.
 - h. L'entrepreneur doit être en tous points, responsable du déroulement de l'ensemble des essais et des tests conformément aux exigences du contrat.
 - i. Le responsable de l'inspection et le responsable technique se réservent le droit de reporter le début ou la suite des tests en mer pour tout motif raisonnable, notamment les intempéries, la visibilité, une panne ou la détérioration de l'équipement, l'absence d'employés compétents et l'application insuffisante des normes de sécurité.

ANNEXE E

GARANTIE

Les modifications suivantes ont été incorporées 2030, besoins plus complexes de biens (2014-09-25) Supprimer la section 2030 22 (2014-09-25) Garantie et insérer le texte suivant:

E.1 Section 22 Garantie

1. À la discrétion du ministre, l'entrepreneur remplacera ou réparera à ses propres frais tout ouvrage fini (à l'exclusion des fournitures de l'État y étant incorporées) qui, par suite de quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou le travail, est devenu défectueux ou ne répond pas aux exigences du contrat.
2. Nonobstant l'acceptation antérieure de l'ouvrage fini et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou stipulation implicitement ou explicitement prévue par la loi, l'entrepreneur garantit par la présente que les travaux suivants seront exempts de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat :
 - a. la peinture de la partie immergée de la coque durant une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date de sortie du bassin, sauf que l'entrepreneur ne sera tenu de réparer et/ou de remplacer les éléments en question que selon une valeur déterminée comme suit :

Le coût initial pour le Canada des travaux de peinture immergée, divisé par trois cent soixante-cinq (365) jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. Le montant établi par ce calcul représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.

- b. tous les autres travaux de peinture durant une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date d'acceptation des travaux;
 - c. tous matériaux et pièces fournis par l'entrepreneur pour une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date d'acceptation des dites pièces ou matériaux;
 - d. tous les autres travaux durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation des travaux, sauf que :
 - (i) la garantie portant sur les travaux liés à un système ou à de l'équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continu sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation du navire;
 - (ii) la garantie portant sur tous les défauts, les écarts et les travaux en suspens énumérés dans le document d'acceptation à la livraison sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation subséquente de chaque article.
 3. Si plus d'une période de garantie s'applique conformément à ce qui précède à tout travaux, alors la garantie devra être pour la plus longue période.
 4. L'entrepreneur accepte de céder au Canada, et d'exercer au nom de celui-ci toutes les garanties portant sur le matériel fourni ou détenu par l'entrepreneur dont la durée excède les périodes précisées ci-dessus.

E.2 Procédures de garantie

E2.1 Portée

- a. Voici les procédures qui s'appliquent aux exigences particulières de garantie pour un navire, une fois le réaménagement effectué.

E2.2 Définition

- a. Il existe un certain nombre de définitions du terme « garantie » dont la plupart visent à décrire leur portée et leur application en droit. Nous fournissons ici l'une de ces définitions :

« Une garantie est une entente par laquelle la responsabilité d'un vendeur ou d'un fabricant à l'égard du rendement de son produit s'étend pour une période spécifique au-delà de la date à laquelle le produit passe aux mains de l'acheteur. »

E2.3 Conditions de garantie

- a. Les conditions générales du contrat aux fins de garantie des travaux de réaménagement sont définies dans les conditions générales 2030 besoins plus complexes de biens, de TPSGC. Ces conditions viennent s'ajouter aux clauses du contrat.
- b. Les périodes de garantie peuvent être stipulées dans plus d'une partie :
 - i. 90 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les travaux effectués par l'entrepreneur visant le réaménagement;
 - ii. 365 jours à compter de la date de désamarrage du navire pour les zones spécifiées de peinture en surface et sous-marine;
 - iii. 365 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les pièces et le matériel fournis par l'entrepreneur pour les travaux de réaménagement;
 - iv. toutes autres périodes spécifiques de garantie qui peuvent être exigées dans le contrat ou offertes par l'entrepreneur.
- c. Les conditions qui précèdent ne visent pas le traitement d'autres défauts directement liés à des problèmes du responsable technique de la nature suivante :
 - i. les éléments qui deviennent inutilisables qui ne faisaient pas partie des spécifications de réaménagement;
 - ii. les spécifications de réaménagement ou d'autres documents connexes qui exigent des modifications ou des corrections pour augmenter leur viabilité;
 - iii. les travaux exécutés directement pour le responsable technique.

E2.4 Déclaration des défauts aux fins de garantie

- a. Le but initial de la préparation d'un rapport de défaut vise à faciliter la décision de savoir s'il faut ou non y faire intervenir la notion de garantie et de prendre les mesures pour effectuer les réparations. Par conséquent, en plus de préciser le défaut, de préciser l'emplacement, etc., le rapport doit contenir des détails du défaut. Les décisions touchant la garantie, en règle générale, doit être prise à l'échelle locale et le processus administratif doit être conforme aux procédures établies.
- b. Ces procédures sont nécessaires car le fait d'invoquer une garantie ne signifie pas nécessairement que le garant effectuera automatiquement les réparations à ses propres frais. L'examen du défaut pourrait entraîner une renonciation de responsabilité. Par conséquent, il est essentiel que, lors de cet examen, le ministère soit directement représenté par un responsable technique compétent en mesure d'accepter ou de refuser les assertions du garant.

E2.5 Procédures

- a. Dès que les employés se rendent compte qu'un équipement ou qu'un système ne respecte pas les normes établies ou est devenu défectueux, il faut suivre les procédures suivantes aux fins d'enquête et de rapport :
 - i. Les responsables du navire doivent aviser le responsable technique lorsqu'un défaut, considéré comme étant directement lié aux travaux de réaménagement, a été remarqué.
 - ii. Après examen de la spécification et du document d'acceptation, le responsable technique, en collaboration avec le personnel du navire, doit compléter les données de base et la section 1 du formulaire de réclamation au titre de la garantie et faire parvenir l'original à l'entrepreneur aux fins d'examen, avec copie à l'autorité contractante de TPSGC. Si cette dernière ou le responsable de l'inspection est incapable de justifier une mesure visant la garantie, le formulaire de réclamation de défaut doit être retourné à son auteur accompagné d'une brève justification. (Il est à remarquer que dans ce dernier cas, TPSGC avisera l'entrepreneur de sa décision et aucune autre mesure ne sera requise de la part de l'entrepreneur.)

Les défauts en vertu de la garantie peuvent être communiqués par courrier, par télécopieur ou par courriel, selon la méthode la plus appropriée.

- iii. Si l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des réparations, il doit remplir les sections 2 et 3 du formulaire de réclamation, le retourner au responsable de l'inspection, qui confirmera que les mesures correctrices ont été prises et qui distribuera des exemplaires du formulaire au responsable technique et à l'autorité contractante de TPSGC.
 - b. Si l'entrepreneur conteste la réclamation ou accepte d'en partager la responsabilité, il doit remplir la section 2 du formulaire de réclamation, et fournir les renseignements appropriés et le faire parvenir à l'autorité contractante, qui en distribuera des exemplaires aux personnes nécessaires.
 - c. Lorsque l'entrepreneur conteste une réclamation de défaut lié à la garantie, le responsable technique peut prendre les dispositions nécessaires pour que les ressources internes corrigent le défaut ou que le travail soit donné en sous-traitance. Tous les coûts connexes doivent être surveillés et notés et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC. Les coûts des matériaux et de la main-d'œuvre consacrés à la correction du défaut devront être inscrits à la section 5 du formulaire de réclamation de défaut par le responsable technique, qui fera parvenir le formulaire à l'autorité contractante de TPSGC, à des fins de suivi. Les pièces d'équipement défectueuses doivent être conservées jusqu'au règlement de la réclamation.
 - d. L'équipement défectueux visé par une réclamation possible de garantie ne doit pas normalement être enlevé avant que le représentant de l'entrepreneur ait eu l'occasion d'observer le défaut. Les travaux nécessaires doivent être entrepris en suivant les méthodes habituelles de réparation; les coûts pertinents doivent être notés distinctement et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC.

E2.6 Responsabilité

- a. L'entente entre l'autorité contractante, le responsable de l'inspection, le responsable technique et l'entrepreneur entraînera l'un des résultats suivants :
 - i. L'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des frais de réparation en vertu des dispositions de garantie du contrat;
 - ii. Le responsable technique accepte l'entière responsabilité des réparations concernant l'élément visé; ou
 - iii. L'entrepreneur et le responsable technique acceptent de partager la responsabilité des coûts de réparation de l'élément inutilisable, auquel cas l'autorité contractante de TPSGC négociera la meilleure entente possible de partage des coûts.
- b. Dans l'éventualité d'un désaccord, comme le stipule le paragraphe 5c TPSGC prendra les dispositions nécessaires avec l'entrepreneur, alors que le responsable technique informera ses cadres supérieurs en leur fournissant les données pertinentes et des recommandations.
- c. Le coût total de traitement des réclamations de garantie doit inclure les frais de déplacement et d'hébergement des employés de l'entrepreneur et tenir compte des contraintes opérationnelles et du temps d'arrêt de l'équipement et des systèmes. Par conséquent, l'autorité contractante/le responsable de l'inspection et le responsable technique discuteront du coût de la main-d'œuvre et du matériel requis pour la prise des mesures correctives, en vue de déterminer la meilleure solution.

E2.7 Période de vérification et de réparation visée par la garantie

- a. Dans la mesure du possible, une période à quai doit être prévue juste avant l'expiration de la période de garantie de 90 jours. Cette période vise à fournir le temps nécessaire pour effectuer les réparations visées par la garantie et leur vérification par l'entrepreneur.
- b. En ce qui a trait à la peinture de la partie immergée de la coque, si elle devient défectueuse pendant la période de garantie, l'entrepreneur devra uniquement en assurer la réparation pour la valeur suivante :

« Coûts initiaux pour le Canada pour la peinture et la préservation de la partie immergée de la coque divisés par trois cent soixante-cinq (365) jours et multipliés par le nombre de jours qu'il reste à la période de garantie de trois cent soixante-cinq (365) jours. Le montant qui en résultera représentera le « crédit en dollars » du Canada imputable à l'entrepreneur. »

- c. Le système de peinture sous-marine avant l'expiration de la garantie, doit être vérifié par des plongeurs. Le responsable technique doit prendre les dispositions nécessaires à l'inspection et aviser l'autorité contractante de tout résultat préjudiciable.

Solicitation No – N° de l'invitation
F3017-16D620/A
Client Ref No. – N° de réf. du client
F3017-16D620

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
QCL-5-38324

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

Appendice 1 de l'Annexe E



Public Works and Government
Services Canada

Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada

Warranty Claim Réclamation De Garantie

Vessel Name – Nom de navire	File No. – N° de dossier	Contract No. - N ° de contrat
Customer Department – Ministère client	Warranty Claim Serial No. Numéro de série de réclamation de garantie	
Contractor – Entrepreneur	<u>Effect on Vessel Operations</u> <u>Effet sur des opérations de navire</u> Critical Degraded Operational Non-operational Critique Dégradé Opérationnel Non-opérationnel	

1. Description of Complaint – Description de plainte

Contact Information – l'information de contact

Name – Nom

Tel. No. - N ° Tél

Signature – Signature

Date

2. Contractor's Investigative Report – Le rapport investigateur de l'entrepreneur

Solicitation No – N° de l'invitation
F3017-16D620/A
Client Ref No. – N° de réf. du client
F3017-16D620

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
QCL-5-38324

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

3. Contractor's Corrective Action – La modalité de reprise de l'entrepreneur

Contractor's Name and Signature – Nom et signature de l'entrepreneur

Date of Corrective Action - Date de modalité de reprise

Client Name and Signature - Nom et signature de client

Date

4. PWGSC Review of Warranty Claim Action – Examen d'action de réclamation de garantie par TPSGC

Signature – Signature

Date

Solicitation No – N° de l'invitation
F3017-16D620/A
Client Ref No. – N° de réf. du client
F3017-16D620

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
QCL-5-38324

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE F

GARDE DU NAVIRE

(NON UTILISÉE)

Solicitation No – N° de l'invitation
F3017-16D620/A
Client Ref No. – N° de réf. du client
F3017-16D620

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
QCL-5-38324

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE G

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(NON UTILISÉE)

Solicitation No – N° de l'invitation
F3017-16D620/A
Client Ref No. – N° de réf. du client
F3017-16D620

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
QCL-5-38324

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE H

SERVICES DE GESTION DE PROJET

(NON UTILISÉE)

ANNEXE I

FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

I1 Prix pour évaluation

A)	Travaux prévus Pour les travaux prévus à la clause 2a de la Partie 1, précisés à l'annexe A et détaillés à l'Appendice 1 de la présente annexe - Feuilles de prix par article, pour un PRIX FERME de :	_____ \$
B)	Travaux imprévus <i>Frais de main-d'œuvre</i> de l'entrepreneur : Nombre estimatif d'heures-personnes au <i>tarif d'imputation</i> ferme pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices : 650 heures-personnes X _____ \$ de l'heure pour un PRIX de : Voir I2.1 et I2.2 ci-dessous.	_____ \$
C)	PRIX POUR ÉVALUATION TPS exclue [A + B] : Soit un PRIX POUR ÉVALUATION de :	_____ \$

I2 Travaux imprévus

L'entrepreneur sera rémunéré comme suit pour les travaux imprévus autorisés par le ministre :

«Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$ montant correspondant à votre *tarif d'imputation horaire* ferme pour la main-d'œuvre, y compris les *frais généraux* et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajouté une marge bénéficiaire de 10%, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre Le *tarif d'imputation horaire* ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. »

- I2.1 :** Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des *heures de travail* pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des *frais de main-d'œuvre connexes* identifiés au point I2.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront pris en compte en conformité au paragraphe I2.2. Il incombe donc au soumissionnaire d'inscrire des chiffres dans le tableau susmentionné afin qu'il reçoive une juste rémunération, indépendamment de la structure de son Système de gestion des coûts.
- I2.2 :** Une Indemnité pour les *frais de main-d'œuvre connexes* comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et l'établissement de prévisions, sera incluse comme *frais généraux* pour établir le *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre* inscrits à la ligne I2 ci-dessus.
- I2.3 :** Le taux de majoration de 10% pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

13 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiements doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et de rapports faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

- a. Pour les travaux prévus, l'entrepreneur se verra verser le prix du contrat original, plus les heures supplémentaires autorisées au tarif suivant;
- b. Pour les travaux imprévus, l'entrepreneur se verra payé pour les heures supplémentaires convenues au *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre*, plus les primes suivantes :

Taux et demi : _____ \$ l'heure; ou

Taux double : _____ \$ l'heure

Les primes précisées ci-dessus seront calculées comme suit:

Prime pour taux et demi :

½ (la partie du tarif d'imputation ferme pour la main-d'œuvre relatif aux travaux imprévus, indiqué à la clause I2, qui est directement liée au coût salarial plus les avantages sociaux) multiplié par 7,5 % (représentant les bénéfices)

Prime pour taux double :

La partie du tarif d'imputation ferme pour la main-d'œuvre relatif aux travaux imprévus, indiqué à la clause I2, qui est directement liée au coût salarial plus les avantages sociaux) multiplié par 7,5 % (représentant les bénéfices)

Les primes demeureront fermes pour la durée du contrat, y compris toutes les modifications et sont sujettes à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

14 Frais de service quotidiens

Non utilisée

15 Le coût de tous les services est inclut dans le prix du contrat

Toutes les charges, coûts et débours consécutifs à l'exécution des travaux, sont inclus dans le prix d'évaluation (et dans le prix du contrat), incluant sans s'y limiter:

1. **Services** : Non utilisée
2. **Carénage et désarrimage** : Non utilisée
3. **Inspecteurs de maintenance/Services de supervision** : comprend tous les coûts pour les services d'inspecteurs de maintenance ou des services de supervision incluant les services de représentants des fabricants, les ingénieurs, etc.

-
4. **Enlèvements** : comprend tous les coûts pour les enlèvements nécessaires pour exécuter les travaux, et pour lesquels le soumissionnaire retenu sera responsable, qu'ils soient ou non indiqués dans les spécifications, sauf les enlèvements non évidents lorsqu'on examine le navire ou les dessins. Le soumissionnaire retenu devra aussi assurer l'entreposage sûr des éléments enlevés, et leur réinstallation à la fin des travaux. Il devra assumer le renouvellement des éléments endommagés pendant l'enlèvement.
5. **Mise à l'abri, installation des échafaudages, manutention par grue et transport** : comprend le coût de toutes les activités de mise à l'abri, d'installation d'échafaudage, y compris les rampes, de manutention par grue et transport, en vue d'exécuter les travaux indiqués.

L'entrepreneur sera responsable du coût de toutes les modifications d'installations nécessaires pour se conformer aux règlements applicables de sécurité.

I6 Frais de transfert du navire :

Non utilisée

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE I

FEUILLE DE PRIX PAR ARTICLE		
Article	Description – A) TRAVAUX PRÉVUS	Prix Ferme
1, 2 & 3	Remarques Générales (Portée du travail, exigences concernant la santé et la sécurité et exigences générales)	\$
10	Équipement de sureté et de sécurité	\$
11	Coque et structure	\$
15	Systèmes auxiliaires	\$
16	Systèmes domestiques	\$
17	Équipement de pont / Systèmes de soutien de navire	\$
A) TRAVAUX PRÉVUS – TOTAL PRIX FERME		\$

Remarque aux soumissionnaires :

Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

ANNEXE J

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX		
Article	Description – A) TRAVAUX PRÉVUS	Prix Ferme
1, 2 & 3	Remarques Générales (Portée du travail, exigences concernant la santé et la sécurité et exigences générales) (Le soumissionnaire peut inscrire 0,00\$ ou indiquer 'inclus' si les frais pour cet article sont distribués dans chacun des articles ici-bas. Si non un montant doit être indiqué dans la case prix.)	
10	Équipement de sureté et de sécurité (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.)	
	10.1 Détecteur d'oxygène <div style="text-align: right;"> Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$ </div>	
	Total pour 10.1 : _____ \$	
	10.2 Entretien du compresseur Jordair <div style="text-align: right;"> Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$ </div>	
	Total pour 10.2 : _____ \$	
	10.3 Système de lutte contre les incendies (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.)	
	10.3.6 Système d'extinction fixe au CO ₂ <div style="text-align: right;"> Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$ </div>	
	10.3.7 Extincteurs portatifs Fournir un prix pour les extincteurs à faire connus (En fonction des dates d'échéances fournies dans la liste). <div style="text-align: right;"> Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$ </div>	

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX		
Article	Description – A) TRAVAUX PRÉVUS	Prix Ferme
	<p>10.3.8 Système d'extinction fixe (liquide chimique) de la cuisine</p> <p>Mobilisation / Démobilisation = _____ \$</p> <p>Matériaux, équipements & consommables = _____ \$</p> <p>Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$</p> <p>Total pour cet article : _____</p>	
	<p>10.3.9 Système d'extinction fixe au CO₂ de la péniche tribord (#3)</p> <p>Mobilisation / Démobilisation = _____ \$</p> <p>Matériaux, équipements & consommables = _____ \$</p> <p>Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$</p> <p>Total pour cet article : _____ \$</p>	
	<p>10.3.10 Système Minuteman II Model 150 (Hangar d'hélicoptère)</p> <p>Mobilisation / Démobilisation = _____ \$</p> <p>Matériaux, équipements & consommables = _____ \$</p> <p>Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$</p> <p>Total pour cet article : _____ \$</p>	
	<p>10.3.11 Système Fire Combat (Hangar d'hélicoptère)</p> <p>Mobilisation / Démobilisation = _____ \$</p> <p>Matériaux, équipements & consommables = _____ \$</p> <p>Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$</p> <p>Total pour cet article : _____ \$</p>	
	Total pour 10.3 :	
	<p>10.4 Inspection et certification annuelle des crochets de la chaloupe de sauvetage</p> <p>Mobilisation / Démobilisation = _____ \$</p> <p>Matériaux, équipements & consommables = _____ \$</p> <p>Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$</p> <p>Total pour cet article : _____ \$</p>	
	Total pour 10.4 :	
	Total pour l'item 10 :	

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX

Article	Description – A) TRAVAUX PRÉVUS	Prix Ferme
11	Coque et structure (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.)	
	11.1 Installation de 2 fenêtres de la timonerie	
	Mobilisation / Démobilisation = _____ \$	
	Matériaux, équipements & consommables = _____ \$	
	Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$	
	Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 11.1 : _____ \$	
	11.3 Hublot cabine #41	
	Mobilisation / Démobilisation = _____ \$	
	Matériaux, équipements & consommables = _____ \$	
	Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$	
	Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 11.3 : _____ \$	
	11.4 Isolant divers (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.)	
	11.4.1 Entrepont avant	
	Mobilisation / Démobilisation = _____ \$	
	Matériaux, équipements & consommables = _____ \$	
	Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$	
	Total pour cet article : _____ \$	
	11.4.2 Tuyau échappement du diésel auxiliaire #2	
	Mobilisation / Démobilisation = _____ \$	
	Matériaux, équipements & consommables = _____ \$	
	Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$	
	Total pour cet article : _____ \$	
	11.4.3 couvertures isolantes pour soupapes à vapeur	
	Mobilisation / Démobilisation = _____ \$	
	Matériaux, équipements & consommables = _____ \$	
	Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$	
	Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 11.4 : _____ \$	

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX		
Article	Description – A) TRAVAUX PRÉVUS	Prix Ferme
	11.5 Nettoyage de la hotte Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 11.5 : _____ \$	
	Total pour 11 : _____ \$	
15	Systèmes auxiliaires (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 15.1 Boyaux de transfert de fuel Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 15.1 : _____ \$	
	15.2 Soupapes sécurités chaudières Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 15.2 : _____ \$	
	Total pour 15 : _____ \$	
16	Systèmes domestiques (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 16.1 Systèmes de réfrigération et de climatisation Réfrigération cargo et domestique Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables, autre que e) ici-bas = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$	

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX		
Article	Description – A) TRAVAUX PRÉVUS	Prix Ferme
	Systèmes de climatisation 2, 3, 4, 5 et 13 Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables, autre que f) ici-bas = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 16.1 : _____ \$	
	Total pour 16 : _____ \$	
17	Équipement de pont / Systèmes de soutien de navire (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 17.1 Inspection quinquennale des bossoirs de péniches bâbord et tribord Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables (autres que 17.1.30 ici-bas) = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ 17.1.30 Coût additionnel en option (Si les travaux doivent être effectués au large.) Mobilisation / Démobilisation = _____ \$ Matériaux, équipements & consommables = _____ \$ Main d'œuvre; _____ \$/heure X _____ heures = _____ \$ Total pour cet article : _____ \$	
	Total pour 17.1 : _____ \$	
	Total pour 17 : _____ \$	
A) TOTAL PRIX FERME =		_____ \$

Remarque aux soumissionnaires :

Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

NGCC *DES GROSEILLIERS*

F3017-16IND620

Travaux divers

PRINTEMPS 2016

2016-04-14

NGCC DES GROSEILLIERS

Liste des articles

NGCC DES GROSEILLIERS	1
Informations générales	3
PARTIE 1 : PORTÉE DU TRAVAIL	3
PARTIE 2 : EXIGENCES CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ	3
PARTIE 3 : EXIGENCES GÉNÉRALES	7
10. ÉQUIPEMENT DE SURETÉ ET SÉCURITÉ	11
10.1. DÉTECTEURS D'OXYGÈNE	11
10.2. ENTRETIEN DU COMPRESSEUR JORDAIR	11
10.3. Système de Lutte contre Incendies	11
10.4. INSPECTION ET CERTIFICATION ANNUELLE DES CROCHETS DE LA CHALOUPE DE SAUVETAGE	13
11. COQUES ET STRUCTURES RELATIVES	14
11.1. INSTALLATION DE DEUX (2) FENETRES DE LA TIMONERIE	14
11.3. HUBLOT CABINE #41	14
11.4. ISOLANTS DIVERS	15
11.5. NETTOYAGE DE LA HOTTE	19
12. SYSTÈMES DE PROPULSION ET DE MANŒUVRE	19
13. PRODUCTION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU NAVIRE	19
14. DISTRIBUTION DE COURANT ÉLECTRIQUE	19
15. SYSTÈMES AUXILIAIRES	20
15.1. TEST HYDROSTATIQUE BOYAUX DE FUEL	20
15.2. SOUPAPES SÉCURITÉS CHAUDIÈRES	20
16. SYSTÈMES DOMESTIQUES	21
16.1. RÉFRIGÉRATION	21
17. ÉQUIPEMENT DE PONT / SYSTÈMES DE SOUTIEN DE NAVIRES	22
17.1. INSPECTION QUINQUENNALE DES (2) BOSSOIRS DE PÉNICHE, BÂBORD ET TRIBORD	22

NGCC DES GROSEILLIERS

Informations générales

LISTE DES SIGLES

Tableau 1 : Liste des sigles

AC Autorité contractuelle– Responsable du contrat (TPSGC)
AI Autorité de l'inspection – Responsable de l'inspection CM Chef mécanicien
AT Autorité technique (GCC) Jean-François Thibault
BCS Bureau canadien de soudage
CAT Commission des accidents du travail
CCT Code canadien du travail
CM Chef mécanicien
CSA Association canadienne de normalisation
Fs Fiche signalétique
GCC Garde côtière canadienne
IEEE Institute of Electrical and Electronic Engineers
MFE Matériel fourni par l'entrepreneur
MFG Matériel fourni par le gouvernement
MPO Ministère des Pêches et Océans
MSSF Manuel de Sécurité et de Sûreté de la Flotte (GCC)
RTF Représentant technique du fabricant
SC Santé Canada
SCT Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
SGS Système de gestion de la sécurité
SIMDUT Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
SMTC Sécurité maritime – Transports Canada
TPSGC Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

PARTIE 1 : PORTÉE DU TRAVAIL

1.1 Dispositions générales

- 1.1.1 Ce document explique les exigences de la Garde côtière canadienne (GCC) qui s'appliquent à tous les devis techniques qui suivent.

PARTIE 2 : EXIGENCES CONCERNANT LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ

2.1 Santé et sécurité – Dispositions générales

- 2.1.1 L'entrepreneur doit nommer un gestionnaire ou un superviseur qui sera responsable d'assurer le respect des consignes de santé et de sécurité mentionnées plus bas. Ceci comprend la surveillance continue de tout travail effectué par les employés de l'entrepreneur ainsi que par les employés d'un sous-traitant de l'entrepreneur.
- 2.1.2 Durant le travail, l'entrepreneur doit respecter les consignes qui suivent :
- Règlements provincial applicable en matière de santé et sécurité
 - Code canadien du travail – Partie II
 - Règlements sur la santé et la sécurité maritime
 - Normes de protection contre les dangers des gaz (TP3177F)
 - Exigences en matière de santé et sécurité spécifiques à la région de la GCC concernée.
 - Programme technique de santé et sécurité au soudage MPO/5672
 - Politique du conseil du SCT en « l'usage du tabac en milieu de travail »
 - Les sections suivantes du Manuel de Sécurité et de Sûreté de la Flotte de la GCC –MPO 5737:
 - Travail en hauteur et sur les murailles (7B2)
 - Entrée dans des espaces clos (7B3)
 - Travail à chaud (7B4)
 - Verrouillage et identification (7B5)

NGCC DES GROSEILLIERS

2.2 Travail à chaud

2.2.1 Pendant qu'il effectue du travail à chaud, l'entrepreneur doit :

- avertir l'AI et l'AT avant de commencer le travail et après avoir fini le travail;
- fournir suffisamment d'extincteurs appropriés pour assurer la sécurité du travail en cours;
- ne pas se servir des extincteurs du navire, sauf en cas d'urgence. Le cas échéant, l'entrepreneur doit s'assurer que ces extincteurs sont remplis et certifiés par une entreprise agréée, et ce sans frais au Gouvernement du Canada;
- monter en tout temps un piquet d'incendie compétent et bien équipé alors que le travail à chaud est en cours et pendant une heure après sa fin. Le piquet d'incendie doit être prévu de telle façon que toutes les surfaces exposées à la chaleur soient sous observation et accessibles;
- s'assurer que la saleté, la poussière, le gaz et la fumée dégagés par le travail sont tous évacués du navire par la voie la plus directe;
- fournir des couvertures d'ignifugation appropriées pour protéger les chemins de câbles, les câbles, les équipements et les structures des éclaboussures et des cendres de soudure, etc.;
- respecter les consignes spécifiques pour le travail à chaud qui sont identifiées au 2.1 ci-haut.

2.2.2 Lors de travail à chaud, l'entrepreneur doit délimiter une zone qui doit être isolée du restant du navire pendant la période de travail qui produit des gaz, de la fumée ou de la poussière de meulage. Tout travail imprévu pendant la période de radoub et qui comprend du travail à chaud doit aussi avoir sa zone d'isolement du reste du navire. Ces zones doivent se limiter aux espaces là où le travail à chaud se fait, là où les piquets d'incendie doivent surveiller les périmètres et là où se trouvent les passages entre la zone et l'extérieur du navire et servant aux ouvriers et à l'équipement de soudure, aux chalumeaux et aux conduits de ventilation.

2.2.3 Là où les locaux habités ou les endroits de travail ne permettent pas l'isolement complet, un système à double portes (sas) doit être érigé pour minimiser l'entrée de contaminants dans les locaux habités. Un point de sortie d'air doit être prévu aussi près que possible de la porte interne à l'aire de travail pour réduire les fuites d'air dans le sas et, par conséquent, dans les locaux habités ou dans les endroits de travail.

2.2.4 Les portes et écoutilles à l'intérieur de la zone touchée qui ne servent pas d'accès aux travaux ou aux besoins des piquets d'incendie doivent être scellées afin d'empêcher l'entrée aux contaminants. Les branches de couloirs qui rejoignent la zone doivent aussi être scellées. À la fin des travaux l'entrepreneur devra nettoyer toutes les surfaces et tous les tissus qui ont été contaminés, tant à l'intérieur de la zone qu'à l'intérieur des endroits adjacents.

2.3 Entrée dans des espaces clos

2.3.1 Lors de l'entrée dans un espace clos, l'entrepreneur doit respecter les règlements mentionnés à la section 2.1 ci-haut. Les endroits suivants font notamment partie des espaces clos sur les navires de la GCC : bouchains, salles des machines, tout compartiment de stockage avec un trou d'homme pour accès, y compris les réservoirs de carburant, les citernes d'eau douce, les espaces vides, les puits aux chaînes, les compartiments de propulseurs.

2.4 Contrôle de la qualité de l'air dans les espaces clos ou lors de travail à chaud

2.4.1 Avant d'entrer dans un espace clos (y compris les salles des machines) ou d'y effectuer un travail à chaud, l'entrepreneur doit :

- faire dégazer et vérifier l'espace selon les exigences du TP 3177F;
- s'assurer que le permis montre le genre de travail qui doit être effectué, la période de temps durant laquelle le permis est en vigueur, et aussi si le permis garantit un espace «Sécuritaire pour le personnel» ou «Sécuritaire pour le travail à chaud» selon le cas;
- afficher le permis à un endroit évident et fournir à l'AI et l'AT le certificat, tous deux signés et datés par un chimiste maritime ou par des personnes qualifiées de l'entrepreneur;
- renouveler le permis d'Entrée dans un espace clos ou de Travail à chaud tel que l'exigent les règlements.

NGCC DES GROSEILLIERS

2.5 Travail en hauteur et prévention des chutes

2.5.1 Lors d'un travail en hauteur, l'entrepreneur doit :

- monter des échafauds au besoin pour un travail sécuritaire et les retirer une fois les travaux complétés;
- s'assurer que les passages, les passerelles, les échafauds, les échelles, les garde-fous, et les appareils semblables sont tenus en bon état sécuritaire;
- respecter les exigences au 2.1 plus haut lors de tout travail en hauteur;
- effectuer le travail selon les procédures d'opération de l'entrepreneur.

2.6 Verrouillage et identification

2.6.1 L'entrepreneur doit respecter les exigences au 2.1 plus haut pour le verrouillage et l'identification.

2.7 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)

2.7.1 L'entrepreneur doit avoir accès aux Fs pour tous les produits contrôlés trouvés à bord du navire (celles-ci seront fournies par la GCC) et obtenir les Fs pour tous les produits contrôlés sous le SIMDUT qu'il doit fournir lui-même.

2.8 Usage du tabac

2.8.1 L'entrepreneur doit obtenir la permission avant de fumer dans les endroits prescrits à cet usage.

2.9 Éclairage et ventilation temporaire

2.9.1 L'entrepreneur doit assurer que l'éclairage et la ventilation temporaire sont fournis, installés et maintenus en un état sécuritaire et retirés à la fin des travaux.

2.9.2 L'entrepreneur doit s'assurer que l'éclairage temporaire est équipé de gardes ou d'écrans qui le protègent contre les bris.

2.10 Registre d'entrées et de sorties

2.10.1 Lorsque le navire demeure sous les soins et la responsabilité de la couronne, l'entrepreneur doit s'assurer que ses employés et ceux de ses sous-traitants inscrivent leur entrée et leur sortie dans le registre de présence du navire situé dans le poste du quartier-maître ou ailleurs dans un endroit attenant à la passerelle d'embarcation, et ce à chaque fois qu'ils montent à bord ou qu'ils quittent le navire. En alternative, la couronne peut offrir un système électronique qui comprend des cartes de laissez-passer émises à ceux qui ont besoin de monter à bord du navire. Peu importe la méthode en vigueur, ceux qui ne respectent pas cette consigne peuvent se voir exclus du navire pour la durée des travaux sous l'avis de l'AT à l'AC.

2.11 Peintures à base de plomb et approbations de peinture

L'entrepreneur doit :

- 2.11.1 fournir une approbation de produit de Santé Canada pour les peintures de la partie submergée de la coque qui tombent sous le contrôle de SC et de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire;
- 2.11.2 identifier les mesures de précaution qui s'imposent et les respecter afin que la peinture du navire soit effectuée de façon conforme aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux;
- 2.11.3 Ne pas faire usage de peintures à base de plomb.

2.12 Lieu de travail propre et sécuritaire

L'entrepreneur doit :

- 2.12.1 garder tous les espaces, les compartiments, les lieux de travail et les endroits utilisés par les employés de la cale sèche comme passage dans un état propre et sanitaire et sans encombrements;
- 2.12.2 rendre le navire à la GCC dans un état aussi propre que celui qui régnait avant le début des travaux. Ceci comprend tant les aires de travail extérieures que celles à l'intérieur, et aussi les espaces adjacents affectés qui sont hors des aires de travail principales;
- 2.12.3 fournir des poubelles qui seront vidées quotidiennement. Toutes les guenilles, tout les débris et tous les rebus connexes doivent être déposés dans les poubelles quotidiennement;
- 2.12.4 lors de travaux effectués à une base de la GCC, nettoyer les surfaces du quai ayant servi à ses employés ou à ses équipements. Ceci comprend, entre autres, le nettoyage ou l'enlèvement des saletés, des granules, du débris, des échafaudages, des contenants, et des équipements, ainsi que le nettoyage immédiat de tout déversement d'huile, de solvant ou d'autre matière dangereuse;

NGCC DES GROSEILLIERS

- 2.12.5 fournir et installer des bâches ou écrans acceptables à l'AI et à l'AT aux portes d'accès et sur les surfaces du pont supérieur, du premier pont, du pont d'envol et du pont des officiers de navigation pour protéger les couloirs des poussières qui seront produites par tout travail avoisinant;
- 2.12.6 assurer un accès sécuritaire à toute aire de travail tel que voulu par les règlements de Santé et sécurité qui s'y appliquent;
- 2.12.7 empêcher l'infestation à bord de rats ou d'autres vermines pendant la durée de la période de travail. L'entrepreneur doit enlever tous rat et toute autre vermine qui réussissent à monter à bord du navire pendant la période de travail.

2.13 Prévention des incendies

L'entrepreneur doit :

- 2.13.1 assurer que l'isolement, l'enlèvement et l'installation des systèmes de détection et d'extinction d'incendie, ainsi que leurs composantes, sont faits par des techniciens certifiés et qui connaissent le système;
- 2.13.2 avertir l'AI et l'AT et recevoir l'approbation par écrit de l'AT avant de déranger, de retirer, d'isoler, de désactiver ou de neutraliser, et de verrouiller quelque partie que ce soit du système de détection ou d'extinction d'incendie, y compris les détecteurs de fumée et les détecteurs thermiques;
- 2.13.3 assurer que le navire est protégé contre les incendies en tout temps, y compris lorsqu'il doit travailler sur le système de détection et d'extinction d'incendie lui-même. Ceci peut être fait tel qu'il est proposé plus bas et doit être approuvé par écrit par l'AT :
 - neutraliser seulement une partie du système à la fois;
 - garder le système en état de fonctionnement en se servant de pièces de rechange pendant que le travail est fait;
 - apporter d'autres mesures acceptables à l'AT;
- 2.13.4 noter que le manque de précaution nécessaire lors des travaux sur le système d'extinction d'incendie peut causer une panne ou le déversement accidentel de CO₂, de Halon, ou d'autre agent d'extinction. L'entrepreneur est tenu de remplir et de faire certifier, à ses frais, tout contenant qui est ainsi vidé pendant qu'il effectue un travail sur le système.

2.14 Essais pneumatiques ou hydrostatiques des réservoirs

L'entrepreneur doit :

- 2.14.1 vérifier que toutes les ouvertures qui doivent l'être sont effectivement bloquées avant de faire un essai pneumatique ou hydrostatique sur un réservoir ou autre endroit clos.
L'entrepreneur doit boucher toutes les lignes d'aspiration et de vidange, tous les conduits à l'air libre et tous les tuyaux de sonde. L'entrepreneur est tenu de fournir et de poser les bouchons et raccords et de les enlever après l'essai;
- 2.14.2 vider les réservoirs après les essais, nettoyer et essuyer à sec les réservoirs de carburant;
- 2.14.3 faire l'essai hydrostatique des réservoirs tel que prescrit en atteignant une colonne d'eau de 2,44 mètres de hauteur. Là où l'entrepreneur opte pour un essai pneumatique plutôt qu'un essai hydrostatique, il doit obtenir à l'avance l'approbation par écrit de l'AT et de l'AI;
- 2.14.4 fournir à l'AT et à l'AI ses procédures d'opération standards pour la conduite des essais pneumatiques et hydrostatiques.

2.15 Eau potable fournie par l'entrepreneur

- 2.15.1 L'entrepreneur doit fournir à l'AI les résultats des tests de la qualité de l'eau qui démontrent que l'eau potable qu'il a fournie rencontre les normes en vigueur des « Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada » de Santé Canada
http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/pubs/water-eau/2012-sum_guide-res_recom/index-fra.php
- 2.15.2 L'entrepreneur doit s'assurer que les lignes d'eau sont rincées avant de raccorder la source d'eau potable au navire.

PARTIE 3 : EXIGENCES GÉNÉRALES

3.1 Travaux en électricité ou en électronique

L'entrepreneur doit :

- 3.1.1 effectuer toutes les installations, toutes les réparations et tous les remplacements des systèmes électriques ou électroniques conformément aux normes en vigueur dans :
 - TP 127F – « Normes d'électricité régissant les navires »
 - Norme 45 de l'IEEE – "Recommended Practice for Electrical Installations on Shipboard – 2002"
 - Services techniques de la GCC – 3 – « Exigences générales en vue de l'installation de l'équipement électronique à bord »;
- 3.1.2 remplacer à ses frais la portée totale d'une ligne (de raccord à raccord) si celle-ci est endommagée lors de son installation;
- 3.1.3 éviter de se servir d'attaches autobloquantes en plastique pour attacher des fils électriques, sauf à l'intérieur des panneaux électriques et des boîtes de connexion.

3.2 Peinture

L'entrepreneur doit :

- 3.2.1 s'assurer que tout métal neuf ou tout métal touché par les travaux est peint selon les devis;
- 3.2.2 nettoyer à pression tout métal neuf ou tout métal touché par les travaux avant de le peindre;
- 3.2.3 avertir l'AT pour qu'elle inspecte après l'apprêt des surfaces et après que la première couche a séché et avant l'application de la deuxième couche;
- 3.2.4 S/O
- 3.2.5 s'assurer que le métal neuf ou le métal touché par les travaux reçoit au moins deux (2) couches d'apprêt maritime immédiatement, suite à la fin de travaux (à moins d'avis contraire).

3.3 Modifications à la stabilité du navire, ou sa capacité de chargement, ou son intégrité structurelle

- 3.3.1 L'entrepreneur doit discuter avec l'AT, de tous ses commentaires, de toutes ses préoccupations, de toutes ses remarques concernant l'impact des travaux sur la stabilité du navire ou sur son port-en lourd. De plus, toute chose qui, selon l'avis de l'entrepreneur, pourrait porter atteinte à l'intégrité structurelle du navire doit être portée à l'attention de l'AT.
- 3.3.2 L'entrepreneur doit avertir l'AT et l'AI des précisions de tout changement important dans la répartition des poids à bord du navire pendant la durée de la cale sèche.

3.4 Employés de la GCC ou autres à bord du navire

- 3.4.1 Il se peut que des employés de la Garde côtière ou d'autres personnes tels des représentants d'un fabricant ou des experts de SMTC aient à visiter le navire pour des fins autres que celles prévues au présent cahier des charges durant la période des travaux. Le Canada s'efforcera d'assurer que les visites et les inspections qui s'y rattachent ne gênent pas les efforts de l'entrepreneur. L'entrepreneur ne sera pas responsable d'arranger ces inspections et ces visites ou d'en défrayer les coûts.

3.5 Inspections obligatoires

L'entrepreneur doit :

- 3.5.1 s'assurer que tout travail nécessitant une inspection réglementaire (soit par SMTC, par SC ou par EC) est ainsi inspecté et que le document d'inspection est reçu pour démontrer que l'inspection a bel et bien eu lieu. L'entrepreneur ne doit pas tenter de remplacer une inspection réglementaire par une inspection faite par l'AT ou l'AI;
- 3.5.2 fournir des exemplaires des certificats d'inspection à l'AT (original) et à l'AI (copie);
- 3.5.3 faire les arrangements nécessaires pour toutes les inspections réglementaires voulues par le cahier des charges en question;
- 3.5.4 fournir en bon temps un avis d'une inspection réglementaire prévue à l'AT et à l'AI afin qu'elles puissent être présentes lors de cette inspection.

NGCC DES GROSEILLIERS

3.6 Soudage

L'entrepreneur doit :

- 3.6.1 s'assurer que le soudage est fait selon les normes de MPO/5672 – "Programme de techniques de santé et de sécurité durant la soudure";
- 3.6.2 obtenir une approbation par écrit de l'AT avant de commencer à souder;
- 3.6.3 éviter de mettre à la terre l'équipement de soudage près des roulements ou près de l'équipement électronique;
- 3.6.4 s'assurer que tout le soudage de l'acier est fait conformément à la norme 18-080-000-SG-001 – « Soudage de matériel ferreux » ainsi qu'à la mise à jour no 4 de la « Norme de la Garde côtière canadienne pour la soudure de matériel ferreux » (TP6151 F);
- 3.6.5 respecter les normes de la GCC pour le soudage de l'aluminium (TP9415F);
- 3.6.6 assurer que lorsqu'une soudure nécessite l'usage de soudage par fusion pour les structures en acier inoxydable, ses soudeurs ou les soudeurs de ses sous-traitants sont certifiés selon la norme en vigueur du BCS « CSA\ACNOR AWS; Division 1.6 » et que des copies de ces certificats sont remises à l'AT et à l'AI avant de commencer la soudure.

3.7 Déménagement de l'équipement

L'entrepreneur doit :

- 3.7.1 coordonner une inspection des items (p. ex. : tuyauterie, trous d'homme, pièces, équipement, etc.) qui doivent être démenagés, avant le début d'un travail ou avant que l'accès à un travail soit fait. L'inspection doit être faite conjointement par l'entrepreneur, l'AT et l'AI;
- 3.7.2 réparer ou remplacer tout item qui est endommagé lors de ce procédé. Tout item tel un trou d'homme, un tuyau, une pièce ou un équipement qui doit être remis en place après avoir été déplacé doit être remis à neuf avec un matériel neuf fourni par l'entrepreneur tel un raccord, un étoupe, un anti-grippant, une serre, un support, une attache, une huile, un lubrifiant, un solvant à nettoyer, un préservatif ou un isolant. Le matériel doit être conforme aux dessins, manuels et instructions du fabricant. Là où un autre matériel doit servir, l'AT et l'AI doivent accepter ce substitut par écrit;
- 3.7.3 faire un essai pour démontrer le bon fonctionnement et la condition fluide intacte des items réinstallés.

3.8 Résultats des essais

L'entrepreneur doit :

- 3.8.1 s'assurer que les essais sont faits à la satisfaction de l'AT, de l'AI et de la SMTC. Tous les essais, toutes les mesures, tous les calibrages et toutes les lectures doivent être enregistrés et fournis à l'AT, l'AI et le SMTC, soit sur du papier dactylographié à ligne double de 8½" X 11" ou soit en un format électronique;
- 3.8.2 s'assurer que toutes les dimensions sont mesurées et enregistrées. Tous les outils de mesure doivent être décrits dans le rapport et le nom de la personne qui a effectué les mesures doit y paraître aussi;
- 3.8.3 s'assurer que tous les équipements d'essai et tous les outils de mesure (mécaniques ou électroniques) ont été calibrés et que les certificats de calibrage sont remis à l'AI avant la dernière inspection ou le dernier essai en sa présence.

3.9 Matériaux et outils fournis par l'entrepreneur

L'entrepreneur doit :

- 3.9.1 fournir tous les matériaux à moins d'avis contraire;
- 3.9.2 s'assurer que tous les matériaux sont neufs;
- 3.9.3 s'assurer que les matériaux tels les joints, les étoupes, les isolants, les petits articles de quincaillerie, les huiles, les lubrifiants, les produits de nettoyage, les préservatifs, les peintures, les recouvrements, etc. sont conformes aux dessins, aux instructions ou aux manuels du fabricant de l'équipement. Là où un item particulier n'est pas spécifié ou là où on doit faire une substitution, l'AT et l'AI doivent approuver par écrit le nouveau matériel qui va être utilisé. L'entrepreneur doit fournir des certificats de catégorie et de qualité pour les divers matériaux, à la demande de l'AT et de l'AI;
- 3.9.4 obtenir de l'AT les outils uniques aux navires de la GCC et les retourner à l'AT à la fin des travaux.

NGCC DES GROSEILLIERS

3.10 Révision et installation des machines

- 3.10.1 L'entrepreneur doit réviser et installer les machines et les équipements selon les dessins, les instructions et les devis du fabricant.

3.11 Zones d'accès limité

- 3.11.1 L'entrepreneur ne doit pas entrer dans les endroits qui suivent sauf pour y faire un travail qui est prescrit par un cahier des charges : toutes les cabines, tous les bureaux, tous les ateliers, le bureau des mécaniciens, la timonerie, la salle de contrôle, les toilettes publiques, la cuisine, les salons et les mess.

3.12 Protection des espaces et de l'équipement contre le dommage

L'entrepreneur doit :

- 3.12.1 protéger l'équipement et les espaces (p. ex., la machinerie, l'équipement, les gréements, ou les vivres) de tout dommage causé par l'exposition aux éléments, par la météo, par le déplacement d'objets lourds, par le sablage, par les abrasifs, par le soudage, par le meulage, par le brûlage de métal, par le creusage, par la peinture ou ses éclaboussements et ses vapeurs, etc.;
- 3.12.2 fournir l'occasion à l'AT et à l'AI d'inspecter toute protection qui a été installée avant le début des travaux.

3.13 Vérification de l'information fournie par la GCC

- 3.13.1 L'entrepreneur doit vérifier tous les dessins, toutes les photos, toutes les dimensions, toutes les descriptions, tous les endroits, toutes les mesures, toutes les valeurs d'ingénierie, tous les matériaux, etc. cités ou suggérés. De l'information tels des dessins techniques, des photos, etc. peut avoir été fournie avec les devis techniques.

3.14 Mise à jour des dessins

- 3.14.1 L'entrepreneur doit mettre à jour les dessins au besoin. Il doit faire cela avec une qualité égale ou supérieure à celle du dessin original. Par exemple, les dessins qui ont une écriture et des données de dimensions faites de façon professionnelle ne peuvent pas être mis à jour à la main. Les dessins sur papier qui ont été mis à jour doivent être remis l'AT et à l'AI dans un format acceptable. Si un dessin en format électronique a dû être mis à jour, il doit être remis sous la même version du logiciel que celle dans laquelle il a été reçu.

3.15 Conditions de service

L'entrepreneur doit :

- 3.15.1 fournir des services de déglçage au besoin pour les déplacements du navire;
- 3.15.2 fournir tous les abris et tout le chauffage nécessaires pour l'exécution des travaux, compte tenu du genre de travail, du temps de l'année, et des conditions météorologiques. Des exemples de travaux nécessitant des abris et du chauffage comprennent, entre autres, la peinture, la dépose des arbres et le nettoyage des réservoirs.
- 3.15.3 À moins d'avis contraire, toutes les composantes, tous les matériaux et toutes les installations fournis ou effectués par l'entrepreneur doivent répondre aux conditions de service qui suivent :
- Dans les endroits exposés aux éléments :
 - o une température de l'air allant de moins 40° C à plus 35°C;
 - o des vents jusqu'à 50 nœuds;
 - o une température de l'eau allant de moins 2°C à plus 30°C;
 - o un choc au chargement de 2,5g à l'horizontal et de 1,5g au vertical. Toutes les nouvelles composantes, les nouveaux matériaux et les nouvelles installations à l'intérieur du navire doivent pouvoir résister aux accélérations en lien aux chocs au chargement qui sont spécifiés.

3.16 Enregistrement des travaux en cours

- 3.16.1 L'AT et l'AI peuvent enregistrer les travaux en cours à l'aide de diverses méthodes, notamment, les photographies et les films vidéos.

3.17 Salles de toilettes et heures de travail

- 3.17.1 Aucun salle de toilette à bord peut être mise à la disposition de l'entrepreneur.
- 3.17.2 Les heures de travail pour le personnel de la GCC œuvrant à bord du navire sont de 6 h à 19h30h, sept jours sur sept, sauf les jours fériés. L'AT doit donner sa permission pour tout travail à bord en dehors de ces heures.

NGCC DES GROSEILLIERS

3.18 Normes et règlements applicables

3.18.1 Les travaux devront être conformes aux normes de construction suivantes :

- ☐ Loi de la marine marchande du Canada, règlement sur les machines de navires, DORS/90.264 ;
- ☐ Transports Canada, TP 127 Normes d'électricité régissant les navires ;
- ☐ IAC no. 47 Shipbuilding and Repair Quality Standard;
- ☐ ASTM Standards, Section one Iron and Steel Products, volume 01.07 Ship and Marine Technology;
- ☐ Normes et procédures de mécano-soudage du BCS (ou équivalent);
- ☐ Normes pour le mesurage des épaisseurs de peinture sèche, SSPCPA 2 (nov.1982), *Paint Application Specification no.2*;
- ☐ Norme ASTM F708-92, *Standard Practice for Design and Installation of Rigid Pipe Hangers*, 1992 (Reapproved 2008).

10. ÉQUIPEMENT DE SURETÉ ET SÉCURITÉ

10.1. DÉTECTEURS D'OXYGÈNE

- 10.1.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de procéder à la vérification et la calibration de deux (2) détecteurs de gaz de marque "BW Technologies":
 - GasAlertMicroClip XT
Modèle: MC2-XWHM-Y-NA
Série: KA412-1010727
 - GasAlertMicroClip XL
Modèle: MCXL-XWHM-Y-NA
Série: KA415-1038360
- 10.1.2. La soumission devra inclure les pièces de base pour la certification (fait référence au manuel). Si des pièces supplémentaires étaient nécessaires, elles seront traitées sur formulaires 1379 de TPSGC.
- 10.1.3. Fournir un certificat de calibration pour chacun des appareils.
- 10.1.4. Les travaux devront être complétés et les détecteurs remis au navire au plus tard le 15 juillet 2016.
- 10.1.5. Reference; page 17 du manuel.

10.2. ENTRETIEN DU COMPRESSEUR JORDAIR

- 10.2.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre pour effectuer l'entretien du compresseur à air respirable JORDAIR modèle 1K100II-3EH.
- 10.2.2. Le tout devra être fait en respectant la norme CAN/CSA-Z180.1-00.
- 10.2.3. Effectuer le changement d'huile (GR122, fourni par le navire) et filtre (BAU-N-25326, fourni par le navire).
- 10.2.4. Effectuer le changement des cartouches de filtration de l'air.
- 10.2.5. Vérifier le fonctionnement des purges.
- 10.2.6. Ajuster pour avoir une pression disponible de 2900PSI
- 10.2.7. Remplacer la cartouche de filtration JOR-FC-1507-JB (ou équivalent BAU-80114 fourni par le navire) et la cartouche coalester JOR-FC-708-SE (fourni par le navire). Fournir une cartouche coalester supplémentaire JOR-FC-708-SE qui sera remis au chef officier.
- 10.2.8. L'analyse de l'air devra être effectuée et le certificat envoyé au navire au plus tard le 15 juillet 2016.
- 10.2.9. Si des travaux ou des pièces supplémentaires étaient nécessaires, leurs coûts seront ajustés sur formulaire TPSGC 1379.

10.3. Système de Lutte contre Incendies

- 10.3.1. Fournir les équipements, les pièces et la main d'œuvre requis pour la re-certification des systèmes fixes et portatifs de lutte contre les incendies du navire et de ses embarcations. Ces systèmes, décrits en annexe, comprennent les systèmes CO2 fixes du navire et de la péniche #3, le système fixe de la cuisine, le MINUTEMAN II et le Fire Combat du pont d'envol, et les extincteurs portatifs.
- 10.3.2. Le technicien sera accompagné en tout temps par un officier de pont du navire.
- 10.3.3. Les travaux devront être complétés au plus tard le 15 juillet 2016.

NGCC DES GROSEILLIERS

- 10.3.4. Le tout devra être complété à la satisfaction d'un inspecteur Transports Canada Sécurité Maritime
- Suite à l'examen et aux essais des systèmes cités dans les pages suivantes, la firme contractante devra soumettre en trois (3) copies au chef mécanicien.
- 10.3.4.1. Un certificat d'épreuve hydrostatique de tous les cylindres fixes et extincteurs portatifs testés;
- 10.3.4.2. Un certificat d'inspection des cylindres fixes et extincteurs portatifs.
- 10.3.4.3. Un certificat d'inspection du système MINUTEMAN II modèle 150 et du système FireCombat du hangar d'hélicoptère.
- 10.3.4.4. Un certificat d'analyse de l'émulseur du système MINUTEMAN II, du système FireCombat et des contenants de rechange rangés dans le compartiment adjacent à l'embarcation de sauvetage (3 lots différents). L'inspection doit être faite par le fabricant ou par un laboratoire qualifié.
- 10.3.4.5. Voir listes ci-jointe des équipements prévus pour des essais hydrostatiques ou entretien inclus dans le travail connu.
- 10.3.5. SYSTÈME FIXE AU CO2 :
- 10.3.5.1. Démonter à tour de rôle tous les cylindres fixes, tout en assurant la continuité opérationnelle des systèmes de protection du navire;
- 10.3.5.2. Vérifier la quantité de gaz dans CHACUN des cylindres (voir liste jointe); les niveaux de liquide devront être indiqués sur chaque cylindre.
- 10.3.5.3. Étiqueter chacun des cylindres attestant de leur vérification et date vérifiée;
- 10.3.5.4. Vérifier le fonctionnement du système de déclenchement à retardement, les indicateurs visuels, alarmes sonores et les arrêts de ventilation reliés à chaque secteur. La vérification sera faite par injection d'air sec dans les conduits de distribution afin de démontrer leur continuité et le bon fonctionnement des systèmes. L'air sec peut être remplacé par un gaz inerte.
- 10.3.5.5. Vérifier les sécurités de ligne (header safety).
- 10.3.5.6. Vérifier le fonctionnement des déclencheurs local, à distance, manuels ou automatiques.
- 10.3.5.7. Vérifier que le panneau d'alarme de la timonerie donne la bonne indication.
- 10.3.5.8. Vérifier l'étanchéité des flexibles des cylindres par un test de pression.
- 10.3.5.9. Selon liste ci-jointe, (17) cylindres requièrent un test hydrostatique.
- 10.3.5.10. Chaque système sera remonté à la satisfaction du chef officier, du chef mécanicien et de l'inspecteur de Transports Canada Sécurité maritime.
- 10.3.6. EXTINCTEURS PORTATIFS CO2 ET POUDRE CHIMIQUE
- 10.3.6.1. Effectuer la vérification annuelle, les réparations, le test hydro et la recharge au besoin, des extincteurs portatifs du navire (certains avec cartouche).
- 10.3.6.2. Étiqueter CHACUN des extincteurs afin d'attester de leur vérification et la date.
- 10.3.6.3. Selon la liste ci-jointe: (19) extincteurs requièrent un test hydrostatique, quatre (4) requièrent une maintenance de 6 ans, et un (1) une recharge.

NGCC DES GROSEILLIERS

10.3.7. SYSTÈME À LIQUIDE CHIMIQUE DE LA HOTTE DE LA CUISINE

- 10.3.7.1. Vérifier le bon fonctionnement du système, du déclenchement local et à distance du système.
- 10.3.7.2. Vérifier la quantité de liquide dans le cylindre.
- 10.3.7.3. Fournir un certificat d'inspection annuel.

10.3.8. SYSTÈME D'EXTINCTION FIXE CO2 DE LA PÉNICHE TRIBORD (#3)

- 10.3.8.1. Effectuer la vérification annuelle. Les réparations ou recharge des (2) cylindres de la péniche vont être traitées par 1379.
- 10.3.8.2. Étiqueter CHACUN des extincteurs afin d'attester de leur vérification et la date.
- 10.3.8.3. Le système sera remonté à la satisfaction du chef officier et du chef mécanicien.

10.3.9. SYSTÈME MINUTEMAN II MODEL 150 (HANGAR D'HÉLICOPTÈRE)

- 10.3.9.1. Vérifier le bon fonctionnement du système;
- 10.3.9.2. Inspection complète du réservoir et de la qualité de l'émulseur à l'intérieur.
- 10.3.9.3. Vérifier la qualité de l'émulseur de recharge AFFF 3% rangé dans le compartiment adjacent à l'embarcation de sauvetage (3 lots différents).

10.3.10. SYSTEME FIRE COMBAT (HANGAR D'HÉLICOPTÈRE)

- 10.3.10.1. Vérifier le bon fonctionnement du système.
- 10.3.10.2. L'émulseur dans le système devra être analysé pour s'assurer de sa qualité.
- 10.3.10.3. Procéder à un test hydrostatique sur le cylindre 1028236 (Recharge pour Fire Combat).
- 10.3.10.4. Voir documents ci-joint pour la liste de tous les équipements ainsi que leur localisation.

10.4. **INSPECTION ET CERTIFICATION ANNUELLE DES CROCHETS DE LA CHALOUPE DE SAUVETAGE**

- 10.4.1. Fournir les services d'un technicien certifié (par Transports Canada) afin d'effectuer la certification annuel des deux (2) crochets de largage et du déclencheur hydrostatique de la chaloupe de sauvetage du navire.
 - 10.4.1.1. Modèle des crochets; LHR6M2
- 10.4.2. Toutes les pièces nécessaires à l'inspection annuelle devront être incluses dans la soumission. Si des pièces supplémentaires étaient nécessaires, leurs coûts seront ajustés sur formulaire 1379 de TPSGC.
- 10.4.3. Le technicien de la firme devra fournir un rapport écrit complet des travaux ayant été effectués et les certificats nécessaires confirmant la certification annuelle tel que requis par le TCSM.
- 10.4.4. La chaloupe de sauvetage sera retirée du navire et déposée sur le quai près du navire par la GC afin de procéder aux travaux. Si l'entrepreneur le désire, l'embarcation pourra être transportée à ses ateliers à ses frais.
- 10.4.5. Les travaux devront être complétés pour le 15 juillet 2016.
- 10.4.6. Voir document technique des crochets ci-joint, section 7.4.

11. COQUES ET STRUCTURES RELATIVES

11.1. INSTALLATION DE DEUX (2) FENETRES DE LA TIMONERIE

- 11.1.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de procéder à l'installation de deux (2) nouvelles fenêtres chauffantes dans la timonerie selon les recommandations du fabricant. L'entrepreneur devra prendre les mesures nécessaires afin de protéger les recouvrements de plancher, les murs et équipements dans la timonerie durant les travaux, retirer les protections après que les travaux auront été complétés. Les nouvelles fenêtres seront fournies par la GCC.
- 11.1.2. Les travaux électriques et d'installation des nouveaux contrôleurs seront à la charge de la GCC.
- 11.1.3. Enlever les moulures d'aluminium et retirer les deux fenêtres endommagées.
- 11.1.4. Nettoyer les surfaces de toute corrosion, appliquer un apprêt à métal fourni par l'entrepreneur sur les surfaces.
- 11.1.5. Nettoyer les vis de retenue des moulures et les filetages des trous de boulonnage.
- 11.1.6. Installer les vitres avec le scellant recommandé par le fabricant, et fourni par l'entrepreneur. les vitres ne doivent pas être en contact avec le cadre ou toute La partie métallique, utiliser des cales de positionnement si nécessaire.
- 11.1.7. Installer les moulures, remplacer les vis en acier inoxydable endommagées si nécessaire, fournir et appliquer une pâte anti-grippage sur les filets.
- 11.1.8. Fournir et appliquer un scellant supplémentaire à l'extérieur. (Sikaflex 295 UV en suivant la méthode d'application, dépolissage, dégraissage avec Sika Cleaner 205, et apprêt Sika Primer 209)
- 11.1.9. Effectuer un essai d'étanchéité au boyau à eau sur la fenêtre à la satisfaction du chef mécanicien.
- 11.1.10. Les travaux devront être complétés au plus tard le 15 juillet 2016.
- 11.1.11. Les ouvertures créées par l'enlèvement des fenêtres devront être fermées de façon étanche durant les travaux afin d'éviter que les intempéries n'endommagent la timonerie et ses appareils.

11.3. HUBLOT CABINE #41

- 11.3.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de corriger un problème de fuite du hublot dans la cabine #41.
- 11.3.2. Démonter le hublot actuel en prenant tous les mesures nécessaires afin de ne pas endommager les composantes.
- 11.3.3. Nettoyer toutes les composantes. Fournir et appliquer un gasket et scellant de type Sikaflex et réinstaller le hublot.
- 11.3.4. Fournir le matériel et fabriquer deux (2) nouveaux anneaux fileté en "Navy Brass" pour les hublots tels que le modèle démonté. Faire un essai des nouveaux anneaux dans le hublot qui a été démonté. Remettre les nouvelles pièces au chef mécanicien.
- 11.3.5. Procéder à un essai d'étanchéité avec un boyau à l'eau à la satisfaction du chef mécanicien.
- 11.3.6. L'entrepreneur devra installer les protections nécessaires afin de ne pas endommager les recouvrements de plancher, les murs et le mobilier durant les travaux, retirer les protections après que les travaux auront été complétés.

NGCC DES GROSEILLIERS

11.4. ISOLANTS DIVERS

11.4.1. Entrepont avant

- 11.4.1.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de refaire l'isolation thermique dans l'entrée des entreponts avant du côté bâbord et tribord, à l'avant des portes tempêtes au pont supérieur.
- 11.4.1.2. Fournir l'isolant qui devra avoir été approuvée par une société de classification marine reconnue ou TCSM. Fournir une copie du certificat qui devra être valide au moment de l'installation. Un minimum de 4" pouces d'isolant devra être installé sur tous les surfaces et 2" sur le dessus des membrures. La dernière couches d'isolant devra comporter un coupe-vapeur d'aluminium, bien sceller tous les joints et avec les parois. Prévoir l'installation de clous soudés et système d'attache pour supporter l'isolant et le coupe-vapeur, retirer les vieux clous.
- 11.4.1.3. Fournir et installer une tôle galvanisée pour recouvrir et protéger l'isolant installé et fermer proprement l'entrepont. Prévoir souder les attaches nécessaires pour supporter les tôles. Les tôles devront être visées dans les attaches à l'aide de vis auto-perçante afin d'en faciliter le démontage pour fin d'inspection. Inclure l'intégration des (2) luminaires dans les photos.
- 11.4.1.4. Sur les tôles galvanisées, fournir et appliquer deux (2) couches d'apprêt pour galvaniser et deux (2) couches de peinture de finition INTERLAC 665 blanc RAL 9003. Sur les surfaces ayant été travaillées et qui sont au métal nu, préparer les surfaces, fournir et appliquer deux (2) couches d'apprêt INTERPRIME 234 blanc et deux (2) couches de finition INTERLAC 665 blanc RAL 9003.
- 11.4.1.5. L'entrepreneur devra obtenir un permis de travail à chaud auprès des autorités du navire avant de débiter les travaux. Il devra fournir le personnel et tout l'équipement de sécurité nécessaire afin que les travaux soient faits de façon sécuritaire et prévenir les incendies. Il devra prévoir le démontage de certains plafonds si nécessaires pour la surveillance des travaux.
- 11.4.1.6. Reference; plan 68-H-101



NGCC DES GROSEILLIERS

11.4.2. Tuyau échappement du diesel auxiliaire #2

11.4.2.1. À la hauteur du pont des embarcations, fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de découper proprement l'ouverture dans l'isolant du tuyau d'échappement. Fournir, former et installer la tôle nécessaire pour protéger l'isolant en bloc autour de l'ouverture et éviter qu'il s'endommage.

11.4.2.2. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de fabriquer une couverture isolante. Le matériel devra être conforme à la réglementation selon les spécifications (ISOTEX-GM3200) suivantes :

- Revêtement intérieur : tissu fibre de verre haute température
- Second revêtement intérieur : maille d'acier inoxydable
- Isolant : 2" de fibre de verre haute densité
- Revêtement extérieur : tissu fibre de verre 32oz. imprégné de silicone
- Accessoires : crochets, broche d'acier inoxydable et cordon fibre de verre

Fournir et installer les ancrages nécessaires et installer la couverture isolante afin de recouvrir complètement l'ouverture dans l'isolant du tuyau d'échappement. La couverture devra être installée de façon à être facilement démontable en moins de 5 minutes pour les besoins d'utilisation du rail.



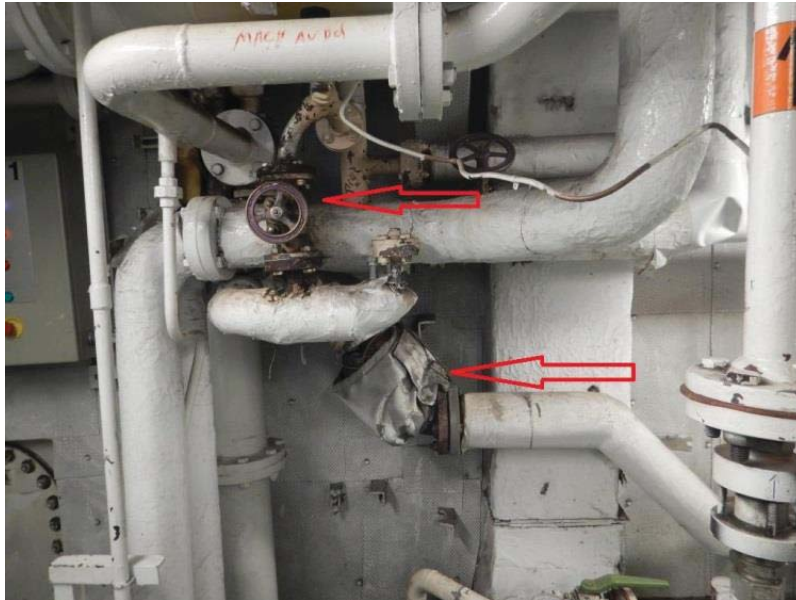
11.4.3. Couverture isolante pour soupapes à vapeur

11.4.3.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de fabriquer et installer (12) couvertures isolantes pour des valves et conduit de vapeur. Le matériel devra être conforme à la réglementation et selon les spécifications (ISOTEX-AW1720.1) suivantes :

- A. Revêtement intérieur : tissu fibre de verre haute température protégé par une maille en acier inoxydable
- B. Isolant : 2" de fibre de verre à basse densité
- C. Revêtement extérieur : tissu fibre de verre 17oz. imprégné de silicone
- D. Accessoires : crochets, broche d'acier inoxydable et cordon fibre de verre

11.4.3.2. Les nouvelles couvertures devront avoir un dégagement suffisant pour permettre l'opération des soupapes facilement. L'isolation ne doit pas empêcher l'ouverture ou la fermeture de la soupape avec la poignée.

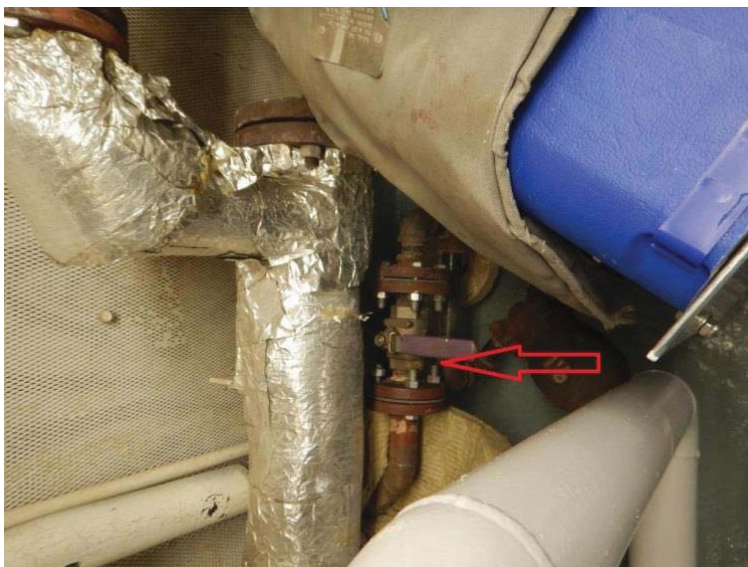
NGCC DES GROSEILLIERS



NGCC DES GROSEILLIERS



NGCC DES GROSEILLIERS



(2 fois)

11.5. NETTOYAGE DE LA HOTTE

- 11.5.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin d'effectuer le nettoyage de la conduite de la hotte de la cuisine à partir de la sortie extérieur jusqu'à la cuisine.
- 11.5.2. Un panneau d'accès doit être ouvert dans le local des vêtements protecteurs pour faciliter ce travail.
- 11.5.3. La hotte devra également être nettoyée, ainsi que le dessous des plaques de cuisson.
- 11.5.4. Les travaux devront être exécutés à la satisfaction du chef mécanicien ou de son représentant. L'entrepreneur devra également nettoyer la cuisine de façon à effacer toutes traces de son passage.
- 11.5.5. Les travaux devront être complétés pour le 15 Juillet 2016.
- 11.5.6. Note: Les travaux devront être effectués entre 20h00 et 24h00.

12. SYSTÈMES DE PROPULSION ET DE MANŒUVRE

N/A

13. PRODUCTION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU NAVIRE

N/A

14. DISTRIBUTION DE COURANT ÉLECTRIQUE

N/A

NGCC DES GROSEILLIERS

15. SYSTÈMES AUXILIAIRES

15.1. TEST HYDROSTATIQUE BOYAUX DE FUEL

- 15.1.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre pour effectuer un test hydrostatique sur des boyaux de carburant ainsi que quatre (4) collecteurs (Pitcher et Catcher), selon la publication RMA IP-11-4, en fonction de la pression d'opération.
- 15.1.2. Les travaux devront être complétés et les certificats livrés pour le 15 Juillet 2016.
- 15.1.3. BOYAUX;
 - Quatre (4) boyaux de 4" de 50 pieds de longueur, numéros: A00266-012, A00267-012, A00268-012 et A00269-012.
 - Un (1) boyau de 4" de 85 pieds de longueur numéro: 7671-5.
 - Deux (2) boyaux de 3/4" de 75 pieds de longueur numéros: 7671-98 et 7671-99.
 - Un (1) boyau de 1" de 150 pieds de longueur numéro: 7671-97.
 - Un (1) boyau de 1-1/4" de 100 pieds de longueur pour le ravitaillement de JP4 numéro: 636459.
- 15.1.4. Quatre (4) collecteurs de 4" en aluminium avec voyants vitrés numéro: 7671-14, 7671-15, 7671-16, 7671-17
- 15.1.5. L'entrepreneur devra aviser le chef ingénieur avant d'effectuer une réparation, les coûts de réparation seront traités sur formulaires 1379 de TPSGC.
- 15.1.6. Les boyaux doivent être bouchés par des capuchons. Toute présence de fuel dans les noyaux sera disposée et traitée sur un formulaire TPSGC 1379.

15.2. SOUPAPES SÉCURITÉS CHAUDIÈRES

- 15.2.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre pour la révision de quatre (4) soupapes de sécurité pour chaudière.
- 15.2.2. Les travaux consistent au démontage, nettoyage, inspection, recouvrement (lapping), réassemblage et ajustement selon les spécifications des soupapes.
- 15.2.3. Liste des quatre (4) soupapes :

Kunkle	Kunkle
Model: 300 HG01-AS	Model: 300 HG01-AS
Capacité: 4829 LB/HR	Capacité: 5010 LB/HR
Set: 118 PSIG	Set: 123 PSIG
Size: 1 1/2"	Size: 1 1/2"
Kunkle	Kunkle
Model: 300 LHG01-AS	Model: 300 LHG01-AS
Capacité: 5087 LB/HR	Capacité: 5092 LB/HR
Set: 125 PSIG	Set: 125 PSIG
Size: 1 1/2"	Size: 1 1/2"
- 15.2.4. Effectuer la vérification des soupapes en présence d'un inspecteur du TC et d'un représentant de la GCC.
- 15.2.5. Fournir un rapport complet des travaux et un certificat d'essai pour chaque soupape pour TCSM.
- 15.2.6. Si des composantes nécessitaient d'être remplacées, elles seront traitées sur formulaires 1379 de TPSGC.
- 15.2.7. Les travaux devront être complétés pour le 15 Juillet 2016.

16. SYSTÈMES DOMESTIQUES

16.1. RÉFRIGÉRATION

- 16.1.1. Fournir le matériel, l'outillage et la main d'œuvre afin de procéder aux travaux suivants sur les systèmes de réfrigération et de climatisation du navire:
L'entretien et l'inspection des équipements contenant des halocarbures doivent faire partie intégrante du système d'entretien du navire de façon à ce que tous les systèmes soient entretenus conformément au RFH (Règlement fédéral sur les halocarbures 2003) et au Code de pratiques environnementales pour l'élimination des rejets dans l'atmosphère de fluorocarbures provenant des systèmes de réfrigération et de conditionnement d'air.
- 16.1.2. Procéder à la vérification annuelle des systèmes de réfrigération et climatisation selon la liste ci-jointe. Procéder aux ajustements nécessaires et à un essai de détection de fuite complet tel que spécifié dans le Règlement Fédéral sur les halocarbures. Fournir et remplacer les filtres dessiccateurs principaux sur tous les systèmes ainsi que ceux sur chacun des tableaux de contrôle des chambres sur les systèmes domestique et cargo, fournir et remplacer l'huile de lubrification dans tous les compresseurs, nettoyer les bases, vérifier les réchauffeurs d'huile.
- 16.1.3. Vérifier le fonctionnement de chaque soupape d'expansion et de chaque soupape de régulation de pression de succion des diverses salles sur le système de réfrigération domestique, ajusté au besoin, inscrire les ajustements au rapport. Fournir et remplacer la soupape de régulation de pression de succion du congélateur du système domestique.
- 16.1.4. Liste des systèmes :
- Système de réfrigération domestique (2 compresseurs - R134a)
 - Système de réfrigération cargo (2 compresseurs - R134a)
 - Systèmes A/C # 2 (R22)
 - Systèmes A/C # 3 (R22)
 - Systèmes A/C # 4 (R22)
 - Systèmes A/C # 5 (R22)
 - Systèmes A/C # 13 (R22)
- 16.1.5. Procéder au transfert (rotation) de compresseur sur les systèmes de réfrigération suivants:
- Système de réfrigération domestique
 - Système de réfrigération cargo
- 16.1.6. Procéder à la mise en marche des systèmes de climatisation suivants :
- Systèmes A/C # 2-3-4-5 et 13.
- Note :** Le chef mécanicien devra être avisé avant la mise en marche des unités afin que les pompes à l'eau de refroidissement soient mises en fonction.
- 16.1.7. Fournir un rapport écrit complet de tous les travaux ayant été effectués sur chacun des systèmes. Les rapports devront être produits sur une feuille séparée pour chacun des systèmes.
- 16.1.8. Si des travaux supplémentaires sont nécessaires, une liste accompagnée d'une soumission devront être fournies au représentant de la Garde côtière avant de débiter les travaux, et traité sur formulaire TPSGC 1379.
- 16.1.9. L'entrepreneur devra obtenir un permis de travail à chaud auprès des autorités du navire avant de débiter les travaux. Le contracteur devra fournir le personnel et tout l'équipement de sécurité nécessaire afin que les travaux soient faits de façon sécuritaire et prévenir les incendies.

NGCC DES GROSEILLIERS

- 16.1.10. Le ou les techniciens procédant aux travaux devront détenir une carte valide CRHA et indiquer son numéro au rapport, fournir une copie de la carte au représentant de la Garde côtière avant de débiter les travaux.
- 16.1.11. Les travaux devront être complétés au plus tard le 15 juillet 2016.

17. ÉQUIPEMENT DE PONT / SYSTÈMES DE SOUTIEN DE NAVIRES

17.1 INSPECTION QUINQUENNALE DES (2) BOSSOIRS DE PÉNICHE, BÂBORD ET TRIBORD

- Le travail consiste à faire une révision approfondie des bossoirs des péniches bâbord et tribord incluant leurs composantes structurales, mécaniques et électriques.
- 17.1.1 La coordination du travail sera sous la supervision du chef mécanicien assisté du chef officier avec la collaboration de Transport Canada Sécurité Maritime (TCSM).
- 17.1.2 Les câbles d'acier avant et arrière seront enlevés par l'entrepreneur. Des câbles neufs fournis par la GCC seront installés par l'entrepreneur. Les vieux câbles vont être mis au rebut par l'entrepreneur.
- 17.1.3 Les travaux électriques seront effectués par l'équipage / officier électricien.
- 17.1.4 L'entrepreneur devra fournir les échafaudages et les services de grues.
- 17.1.5 Le démantèlement de tous les réas, tous les axes de rotation et des autres items énumérés sur la liste ci-jointe sur le bossoir sera effectué en ayant pris soin de prendre les mesures nécessaires afin de les remonter aux mêmes endroits respectifs à la fin des travaux, le poinçonnage des pièces devra être fait selon le croquis fourni.
- 17.1.6 L'entrepreneur devra supporter les bras des bossoirs et les fixer de façon sécuritaire pendant les travaux.
- 17.1.7 Les soudures des assises devront subir un essai aux particules magnétiques par une firme spécialisée. La préparation pour ces essais devra être incluse dans le prix. Toutes les assises soudées au pont des boîtes d'engrenage, des amortisseurs, des poulies et des bras du bossoir, devront être nettoyées au jet de sable et peinturées selon le système mentionné dans ce devis. Fournir des abris afin d'éviter de contaminer et salir le navire, retirer les abris à la fin des travaux. Fournir un rapport de ces essais. Si des soudures nécessiteraient des réparations, ces travaux seront ajustés sur formulaire TPSGC 1379.
- 17.1.8 Les crochets devront être démontés, nettoyés et inspectés selon les mêmes procédures que les axes. Ils ne seront pas testés à moins qu'ils aient subi des réparations. Le cas échéant ces travaux seront négociés par voie de formulaire TPSGC 1379.
- 17.1.9 Toutes les composantes démontées tel les réas, seront nettoyées et amenées au métal nu par un procédé qui n'altérera pas le métal tel le sablage au jet.
- 17.1.10 Un essai aux particules magnétiques sera effectué pour détecter toutes fissures ou anomalies dans les composantes. Fournir un rapport de ces essais.
- 17.1.11 Des mesures précises de toutes les composantes seront prises et notées dans un rapport final qui décrira l'ensemble des travaux effectués. Ce dernier sera remis en (4) exemplaires au chef mécanicien, et un (1) en format .pdf à l'agent de projet à la fin des travaux.

NGCC DES GROSEILLIERS

- 17.1.12 Les bagues de laiton et les chemins de graisse seront tous nettoyés et selon les résultats de cette inspection, le remplacement sera effectué pour les composantes jugées endommagées. Ces travaux seront négociés par voie de formulaire TPSGC 1379.
- 17.1.13 Remplacer toutes les buses de graissage par un modèle haute pression en acier inoxydable 316L.
- 17.1.14 L'entrepreneur devra également soutenir la bôme transversale afin de démonter et inspecter les deux manilles. Le poids de la bôme est d'environ 2 tonnes. Un essai aux particules magnétiques des deux manilles sera effectué pour détecter toutes fissures ou anomalies. Fournir un rapport de ces essais.
- 17.1.15 Les éléments nettoyés au jet de sable et ceux touchés par les travaux seront peints selon le système utilisé sur le navire, selon les spécifications du fabricant. La peinture sera fournie par l'entrepreneur.
- 17.1.16 Pour les composantes des bossoirs
 - 17.1.16.1 2 couches d'apprêt INTERPRIME 234 blanc
 - 17.1.16.2 2 couches de finition INTERLAC 665 blanc RAL 9003.
- 17.1.17 Pour les assises soudées au pont : 2 couches d'INTERBOND 501 brun-rouge RAL 3011
- 17.1.18 Une fois la peinture sèche, et à la satisfaction du chef mécanicien, toutes les composantes devront être lubrifiées avec de la graisse fournie par le navire et par la suite ces dernières seront solidement remises en place.
- 17.1.19 Une deuxième lubrification sera faite en prenant soin de mettre en mouvement les composantes pendant la lubrification. La graisse sera fournie par le navire.
- 17.1.20 Déboulonner les (2) systèmes de tension à ressorts, nettoyer et inspecter, refermer avec joint neuf et graisser. Toutes ces pièces devront être nettoyées au jet de sable à l'intérieur et à l'extérieur et peinturées selon le code mentionné dans ce devis. Appliquer une graisse sur les ressorts permettant de les protéger de la corrosion.
- 17.1.21 Les boîtes d'engrenages (5) devront être vidangées d'huile, nettoyage complet de l'intérieur, vérifier les engrenages, renouveler les roulements avec de la haute qualité (si nécessaire) et garnitures d'étanchéité, vérifier les arbres et leur rectitude, remontées et remplies avec de l'huile neuve fournie par le navire. Les pièces de rechanges seront fournies par l'entrepreneur et traitées via un formulaire TPSGC 1379.
- 17.1.22 Les mécanismes de vis sans fin devront être démontés, nettoyés, inspectés par procédé de particules magnétiques et remontés avec des roulements de haute qualité (si nécessaire) et garnitures neufs. Les pièces de rechanges seront fournies par l'entrepreneur et traitées via un formulaire TPSGC 1379. Fournir un rapport d'inspection.
- 17.1.23 Réviser le frein et le mécanisme à cliquet « ratchet », renouveler les garnitures. Les pièces de rechange seront fournies par l'entrepreneur et traitées via un formulaire 1379.
- 17.1.24 Réviser l'embrayage du moteur du treuil principal, renouveler les garnitures. Les pièces de rechange seront fournies par l'entrepreneur et traitées via un formulaire 1379.
- 17.1.25 Tous les boulons, écrous et rondelles des assises des différents équipements devront être remplacés par des pièces neuves de grade 5 et de même dimensions.
- 17.1.26 Installer les nouveaux câbles d'acier qui seront fournis par le navire.

NGCC DES GROSEILLIERS

17.1.27 À la fin des travaux, un essai dynamique devra être fait par l'entrepreneur, en présence des autorités du navire et d'un expert TCSM. Les poids seront fournis par la GCC.

17.1.28 Fournir un rapport complet des travaux pour chacun des bossoirs.

17.1.29 ESSAI DYNAMIQUE

17.1.30 CMU des bossoirs : 11 000 kg, essai en surcharge à 125% = 13 750 kg

17.1.31 Dans l'éventualité qu'il soit impossible de tourner le navire pour l'essai, un chaland serait requis pour apporter les poids à portée du bossoir du côté du large. Fournir un prix en annexe pour les services du chaland pour procéder à l'essai

17.1.32 Un poids de 6875 kg (15 150 lb) sera accroché sur chaque crochet.

17.1.33 Montée des poids jusqu'à la limite haute.

17.1.34 Descente des bras du bossoir jusqu'à la limite d'opération.

17.1.35 Descente en contrôle avec le frein.

17.1.36 Remonter les poids et les rentrer sur le navire.

17.1.37 Faire une vérification visuelle des composantes.

17.1.38 Liste des Réas et pivots du bossoir de péniche

Référence	Description
# 1	Réa arrière du câble avant
# 2	Réa arrière du câble arrière
# 3	Réa de direction du câble arrière
# 4	Réa de direction du câble arrière
# 5	Réa de l'amortisseur arrière
# 6	Réa de changement de direction câble arrière
# 7	Réa de direction vers treuil de tension arrière
# 8	Réa de direction du câble avant
# 9	Réa de direction du câble avant
# 10	Réa de l'amortisseur avant
# 11	Réa de changement de direction câble avant
# 12	Réa de direction vers treuil de tension avant
# 13	Réa, moufle du bras avant
# 14	Réa, moufle du bras avant

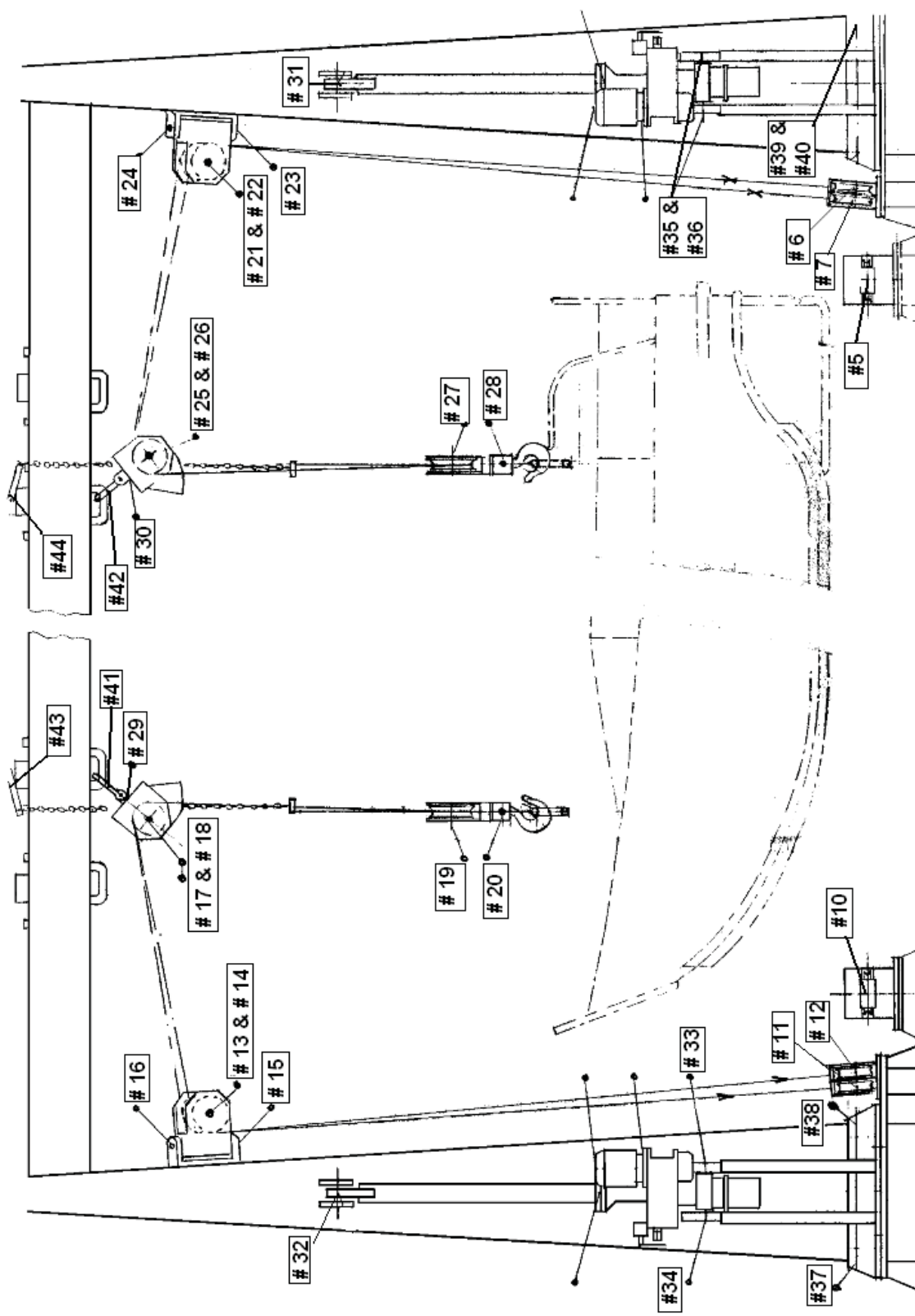
NGCC DES GROSEILLIERS

Référence	Description
# 15	Axe inférieur, moufle du bras avant
# 16	Axe supérieur, moufle du bras avant
# 17	Réa, moufle suspendue avant
# 18	Réa, moufle suspendue avant
# 19	Réa du crochet avant
# 20	Axe du crochet avant
# 21	Réa, moufle du bras arrière
# 22	Réa, moufle du bras arrière
# 23	Axe inférieur, moufle du bras arrière
# 24	Axe supérieur, moufle du bras arrière
# 25	Réa, moufle suspendue arrière
# 26	Réa, moufle suspendue arrière
# 27	Réa du crochet arrière
# 28	Axe du crochet arrière
# 29	Axe, moufle suspendue avant
# 30	Axe, moufle suspendue arrière
# 31	Axe de l'attache de la vis sans fin bras arrière
# 32	Axe de l'attache de la vis sans fin bras avant
# 33	Axe arrière du moteur de la vis sans fin avant
# 34	Axe avant du moteur de la vis sans fin avant
# 35	Axe arrière du moteur de la vis sans fin arrière
# 36	Axe avant du moteur de la vis sans fin arrière
# 37	Axe avant du bras avant
# 38	Axe arrière du bras avant
# 39	Axe avant du bras arrière

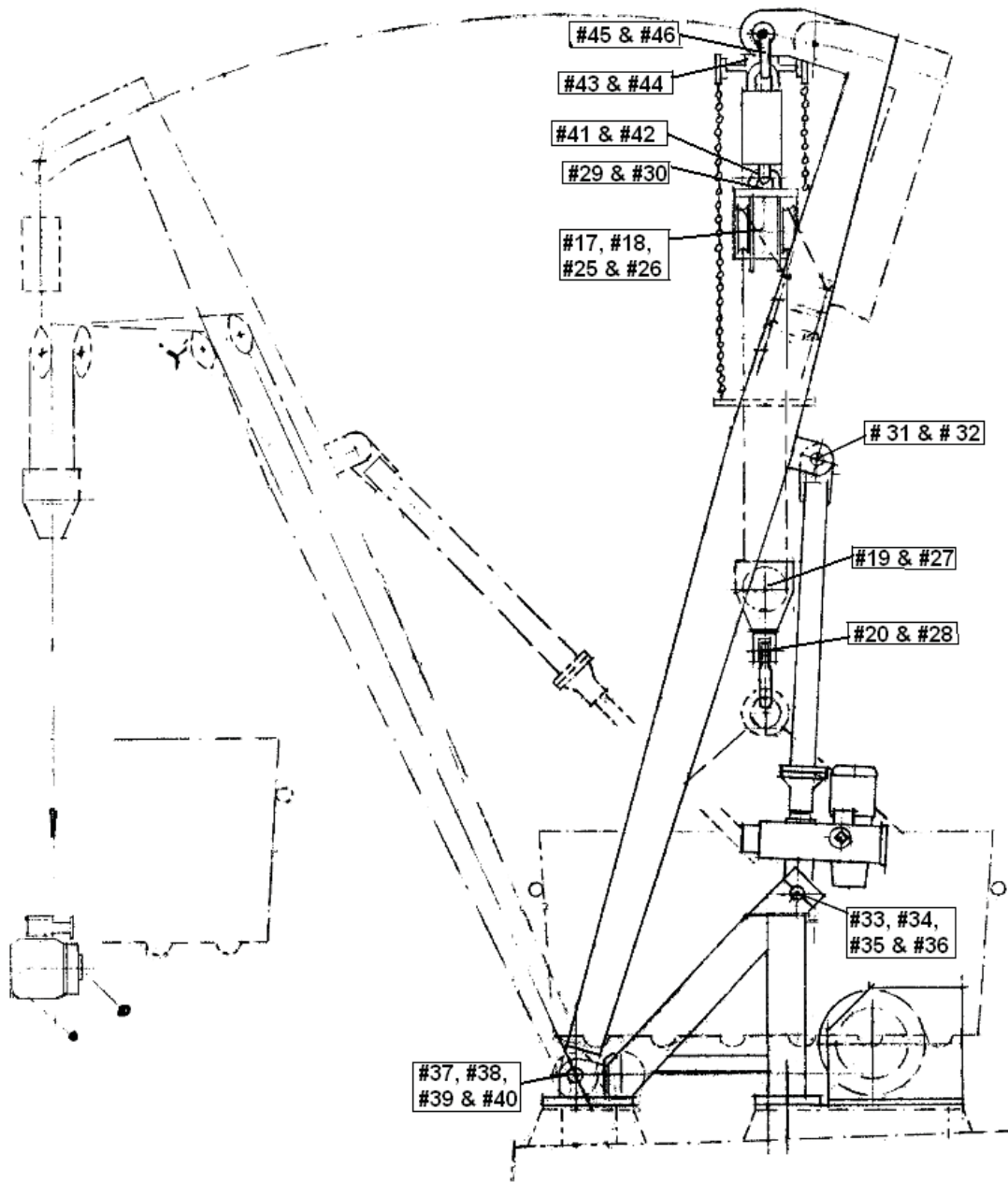
NGCC DES GROSEILLIERS

Référence	Description
# 40	Axe arrière du bras arrière
# 41	Manille, moufle suspendue avant
# 42	Manille, moufle suspendue arrière
# 43	Mécanisme d'arrêt de fin de course avant
# 44	Mécanisme d'arrêt de fin de course arrière
# 45	Manille de support de la poutre avant
# 46	Manille de support de la poutre arrière

NGCC DES GROSEILLIERS



NGCC DES GROSEILLIERS



NGCC DES GROSEILLIERS

